

tribune socialiste



Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié — N° 538 — jeudi 18 mai 1972 — 2 F

SPECIAL

Conseil National

juin 72

L E prochain Conseil National du PSU aura lieu à Paris les 10 et 11 juin prochain.

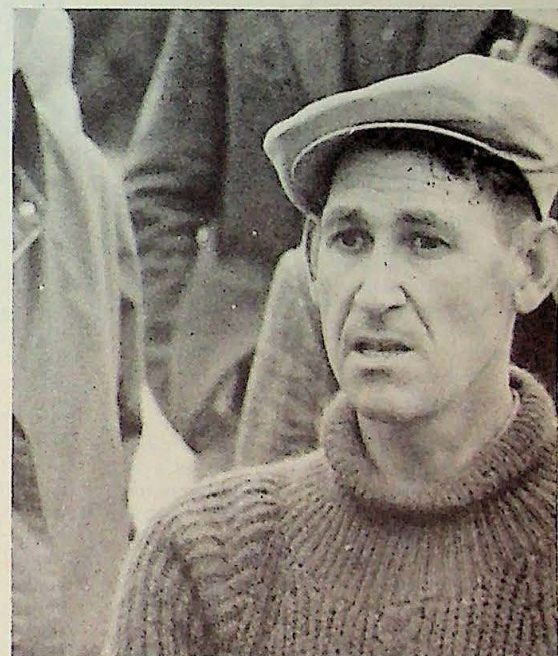
Son ordre du jour comprend la discussion du rapport d'activité du Bureau National, ainsi que les problèmes internationaux.

Ce numéro spécial de *Tribune Socialiste* apporte des éléments essentiels au travail préparatoire du Parti en publiant successivement :

● Le rapport d'activité du Bureau National.

● Les trois contributions au débat sur les questions internationales apportées par les camarades de la tendance majoritaire et des tendances minoritaires du Parti.

Comme d'habitude en pareille occasion, *TS* publiera dans ses numéros prochains les tribunes libres des camarades qui désirent, par cette voie, exprimer leur opinion.



o Rapport d'activité du Bureau National

INTRODUCTION

Le parti vit en ce moment une nouvelle période difficile de son histoire. Ce n'est pas la première, et ce n'est pas non plus propre au PSU : toutes les grandes organisations du mouvement ouvrier se sont toujours développées à travers des débats difficiles, des périodes d'affrontement alternant avec des périodes fastes.

L'important est que l'enjeu du débat soit clair, et que la solution que lui donnent les militants permette au parti d'enrichir sa théorie et sa pratique, d'améliorer sa stratégie, et de repartir pour des combats cette fois victorieux. C'est l'enjeu de ce conseil national. Pour l'aborder, il est nécessaire de revenir sur les raisons de nos difficultés présentes, c'est-à-dire sur la situation qui avait conduit à la stagnation voire à la régression relative du parti en 1970-71, et la manière dont le problème ainsi posé a été abordé au congrès de Lille.

L'année 1969 fut sans doute la meilleure que le parti ait connue. Pour la première fois, il a été présent dans toutes les grandes grèves menées cette année-là. Le développement de son influence s'est traduit par la création d'une centaine de groupes d'entreprises nouveaux. C'est aussi l'époque où il a adopté et commencé à faire passer chez les travailleurs l'axe de lutte essentiel qu'est le contrôle ouvrier. A partir de cette présence aux luttes, le parti affirmait sa capacité de traduire le conflit social en une perspective politique, et son audience croissait : la vente militante de « Tribune Socialiste » quadruplait dans l'année, la campagne présidentielle permettait de prendre date en ouvrant une voie révolutionnaire, et l'élection, à l'automne du secrétaire national contre Couve de Murville confirmait l'image d'une force montante, offensive, sûre de ses objectifs et de mieux en mieux organisée. Le congrès de Dijon, quasi unanime, et adoptant des thèses qui sont apparues comme un document théorique important, était le point fort de cette période.

Dès le milieu de 1970, les choses ont changé. Le régime se renforçait tandis que la répression s'abattait durement sur les militants révolutionnaires. Le PSU, en s'interrogeant au conseil de Rouen, sur la construction du parti révolutionnaire, se divisait en plusieurs courants, non sans confusion. Cette division allait peser lourd sur la direction du parti dont l'unité était de moins en moins assurée. La décision commune de tenir des assemblées ouvriers-paysans pour préparer le programme d'action du parti n'empêchait pas que se développent des contradictions croissantes sur l'analyse de la période, le sens politique des luttes sociales, la nature de nos relations avec le mouvement syndical et avec les organisations politiques réformistes ou révolutionnaires. La crise de l'UNEF enfin retentissait sur l'ensemble du parti et affaiblissait considérablement son intervention sur l'université.

Il était clair dès février 71 que le bureau national était en pleine crise interne, tout en sauvegardant — en particulier dans une période électorale difficile (municipales de mars 71) — une certaine unité dans les interventions externes et publiques. Cette crise retentit sur la nature des AOP préparatoires au congrès et entraîna l'apparition de textes d'orientation fortement différenciés sur lesquels le congrès se partagea. Après des débats difficiles, une majorité s'est dégagée sur la base d'un texte présenté par Michel Rocard.

On retrouve dans la direction élue par le congrès à la fois ces difficultés et cette majorité. On a pu croire que, depuis juin 71, le congrès de Lille continuait et se répétait à travers tout le parti. En fait, sur la base des orientations définies par la majorité du congrès, le PSU s'est remis à l'action.

Dans le rapport qui suit, on ne trouvera pas toute l'activité du parti mais celle de sa

direction. Par ses forces militantes le PSU a été engagé dans les luttes essentielles de ces derniers mois : c'est un bilan qu'il faudra faire pour le prochain congrès. Aujourd'hui, c'est l'activité de la direction politique nationale et du bureau national qu'elle a élu qu'il convient d'examiner. Elle pose des problèmes politiques qui concernent moins le passé que l'avenir. Le conseil national doit permettre statutairement de régler les problèmes que le congrès n'a pu résoudre mais plus largement, il doit confirmer ou rectifier les orientations politiques qui ont été suivies depuis juin 71. A travers lui, les militants diront si le PSU doit peu à peu mourir de ses divisions et de ses querelles internes ou s'il doit reprendre des forces pour mener le vrai combat socialiste.

I - LES ORIENTATIONS DEFINIES A LILLE ET LEUR APPLICATION

Les orientations définies au congrès de Lille ont dirigé l'action du parti au cours de cette année. Chacune de ces orientations impliquait un certain nombre de choix. La direction du parti les a faits. Elle explique pourquoi.

I - 1. **La situation actuelle n'est pas révolutionnaire.** Le congrès a expliqué comment nous pouvons définir cette situation comme pré-révolutionnaire. Cette analyse situe clairement l'enjeu du combat des militants. **Politiser les luttes sociales**, organiser les révolutionnaires pour permettre cette politisation, révéler aux travailleurs les multiples facettes du pouvoir de la bourgeoisie à travers les luttes quotidiennes.

Comment capitaliser les luttes ? Quelle forme doit prendre la mobilisation des masses ?

Le congrès a indiqué quatre voies essentielles :

I - 1.1.

Développer les **assemblées ouvriers-paysans** localisées et occasionnelles, à la suite d'une lutte déterminée pour en tirer les enseignements et organiser la lutte avec tous les travailleurs concernés. Les AOP peuvent aussi avoir lieu dans des régions ou, sans cesse, se posent des problèmes graves. C'est ainsi que des AOP ont eu lieu après le conflit d'Evian, en Lorraine, à propos du Larzac, à Lézignan avec les vigneron. Plusieurs autres sont en préparation, sur les problèmes de la Bretagne après le conflit du Joint Français, à propos des firmes multinationales (Michelin - Philips). Trop peu nombreuses encore, trop limitées pour la participation extérieure, elles ont cependant marqué un pas en avant très important dans la recherche d'un mode de réflexion collectif.

I - 1.2.

Créer des **comités d'initiative populaire**. Si le titre lui-même n'a pas été utilisé, l'idée qui y préside se retrouve en partie dans les innombrables comités d'action auxquels le PSU participe, non seulement pour aider les travailleurs en lutte, mais aussi et surtout pour populariser l'action, auprès de la population, assurer un débouché politique à ce qui est fait, et ceci en associant de larges couches de la population. Comité d'action du Larzac, comité vérité de Toul, comité de soutien du Joint Français, comité de soutien des Bréguilles, comité d'action pour socialiser la Sologne, comité d'action viticole en sont autant de prémices.

Le parti doit cependant faire un effort pour préciser plus nettement son insertion et son rôle dans ces comités.

I - 1.3.

La **coordination des luttes en Europe**. Il importe en effet de dépasser le cadre national pour organiser les travailleurs à l'échelle européenne comme les capitalistes ont su le faire pour défendre leurs pri-

vilèges. Mais c'est un travail très long. Le mouvement révolutionnaire européen est très morcelé, il n'a guère l'habitude du travail en commun, et encore moins de se mettre d'accord sur des perspectives communes.

Le PSU a décidé dès le mois d'octobre d'assumer ce grand pari. Six mois de travail furent nécessaires pour renouer ou nouer des contacts, dans les pays voisins. Le résultat fut, le 24 mars, la distribution d'un même tract aux portes des usines européennes du même trust Philips, pour attirer l'attention des travailleurs sur la nouvelle dimension que prend le pouvoir du capital et les conséquences pour les travailleurs.

Les 25-26 mars, ce fut la rencontre de Bruxelles et l'engagement pris par les participants de partager leurs informations et de coordonner leur action en Europe.

D'ores et déjà de nouvelles actions sont en route et permettront d'élargir le champ de l'intervention.

I - 1.4.

L'extension des luttes hors de l'entreprise. Deux secteurs, en particulier, ont connu un développement important. Le secteur femmes a diffusé un numéro spécial de « T.S. » qui a rencontré un large écho, deux rencontres nationales ont eu lieu, des assises ont lieu en juin ; de nombreux groupes se sont créés.

Le secteur cadre de vie a repris contact avec les camarades, très nombreux mais souvent isolés, qui mènent la bagarre dans les comités de locataires, les comités d'usagers, dans les municipalités. Sept rencontres régionales ont déjà eu lieu, une rencontre nationale a lieu en juin. Un bulletin du secteur est édité. Le 16 février a eu lieu la première rencontre nationale des élus locaux.

Coordonner, étendre, politiser les luttes c'est la responsabilité de tout militant révolutionnaire ; le développement de ces deux secteurs est un signe encourageant de la prise de conscience de cette responsabilité. On verra au cours du rapport des exemples pris dans d'autres secteurs, notamment celui de l'école.

I - 2. Poser le problème du pouvoir.

Pour donner un débouché aux luttes, il nous faut la capacité militante et théorique de poser le problème de la transformation du pouvoir. A cela deux conditions : créer une force révolutionnaire autonome ; et développer la prise de conscience politique à l'intérieur du mouvement des masses et l'unifier pour transformer la société. Mais la situation n'est pas simple.

Nous ne reviendrons pas ici sur la crise de l'UNEF et des autres structures étudiantes, telles que la MNEF. Elle a montré l'impossibilité de créer un « mouvement politique de masse » sur des bases purement volontaristes.

I - 2.1

La crise des organisations révolutionnaires de masse.

Après le départ de l'UNEF, les étudiants du PSU doivent quitter la MNEF. L'absence d'une stratégie universitaire depuis 2 ans a privé les militants étudiants de tout soutien politique. Cela a favorisé les manœuvres du gouvernement et conduit à l'étranglement financier. Depuis 6 mois, les comptes ont été remis en ordre, mais le déficit accumulé est trop lourd ; le PSU ne peut plus assumer une telle responsabilité.

Le risque d'un nouvel échec a conduit le secteur femmes à renoncer au lancement d'un mouvement de masse.

I - 2.2.

La **division du mouvement révolutionnaire** s'exprime tous les jours dans les usines, dans les quartiers, dans les facultés. Que veut dire un « front des révolutionnaires » au sein duquel chacun choisit sa « lutte

exemplaire » qui permettra de développer son organisation (cf. le rôle de la Ligue au Joint Français), et conduit tout le monde dans un activisme effrené pour tenir à tout prix ce « front » au détriment de tout travail de longue haleine auprès des masses.

Pourtant lors des événements de Renault, derrière le cercueil de Pierre Overney, un courant s'est affirmé. L'extrême gauche est vivante et bien vivante. Un nombre de travailleurs toujours aussi important n'admet pas la logique implacable dans laquelle veulent les enfermer la bourgeoisie et le PC. Le mouvement révolutionnaire existe de manière diffuse, il correspond à une aspiration profonde dans le pays, mais la manière même dont le mouvement s'est arrêté, le montre, ce mouvement ne correspond pas à un type précis d'organisation.

La responsabilité du PSU est de prendre en compte cette aspiration et de faire apparaître les formes d'organisation qui lui sont nécessaires.

I - 2.3.

Les conditions politiques nécessaires au mouvement politique de masse.

Il ne suffit pas d'étendre les luttes, il faut encore assurer leur coordination. Le militant révolutionnaire doit aider à dégager l'avant-garde dans le mouvement de masse, cette avant-garde qui assume la direction politique des luttes, mais il lui manque souvent l'appui d'une organisation solide et homogène, capable de donner des directives précises, de fournir des moyens matériels. Or le PSU, pour des raisons diverses, sur lesquelles nous reviendrons, n'a pas été cette force militante homogène.

Le mouvement politique de masse n'est pas le bouquet final d'un spontanéisme exacerbé. Au contraire il ne peut qu'être le résultat d'un lent travail de militants d'une organisation consciente de son rôle.

I - 2.4. Les contacts avec les groupes révolutionnaires.

Depuis la DPN de septembre, les contacts ont été multipliés avec l'ensemble des groupes révolutionnaires : Ligue Communiste - Lutte Ouvrière - AMR - ORA - La Cause du Peuple. Le contentieux avec certains groupes est parfois assez lourd et ce n'est pas en quelques rencontres qu'un accord politique peut voir le jour.

Aussi, dans les circonstances actuelles, seules des initiatives communes au coup par coup, et la plupart du temps caractérisées, permettent de réaliser l'unité au niveau de l'ensemble des groupes. Malgré ces limites, depuis l'affaire Renault, un progrès réel a été accompli — auquel le P.S.U. a largement contribué — dans le caractère plus continu de l'action unitaire, manifesté par une série d'initiatives successives : Renault, campagne d'explication, position commune sur le boycott, Viet-Nam, 1^{er} mai. Il faut poursuivre sur cette nouvelle lancée.

La situation des organisations spécialisées qui auraient pu jouer un rôle utile dans le travail commun des révolutionnaires ne nous simplifie guère la tâche. Il en est ainsi en particulier du Secours Rouge, dont il n'était plus possible d'éviter qu'il dégénère en annexe d'un seul groupe. Le F.S.I. voit de son côté son rôle entravé par la suspicion dont il est l'objet de la part des groupes maoïstes, ce qui l'a empêché d'être le cadre utile et efficace qu'il devrait être pour l'initiative et l'organisation de l'action sur l'Indochine.

C'est avec les C.I.C. et l'A.M.R. que la réflexion a été poussée le plus loin autour du thème de l'unité populaire. Avec les C.I.C., nous sommes parvenus rapidement à un accord sur l'analyse de la situation et le type de réponse à lui donner. Objectif socialiste dont la majorité actuelle a nettement rompu avec les origines du mouvement et s'est rapproché des positions révolutionnaires a été asso-



cié à la réflexion. L'ensemble de cette discussion devrait permettre des initiatives publiques prochaines, sans pour autant enfermer le débat dans le champ ouvert par le P.S.U. et ces trois organisations seulement.

I - 3. L'action syndicale.

On ne peut poser le problème de la stratégie révolutionnaire et du rôle des militants dans les syndicats, sans assurer une réflexion sur les choix stratégiques des syndicats.

Le bureau national a continué et développé les contacts avec les organisations syndicales ouvrières et enseignantes. Il a rencontré à deux reprises la commission exécutive de la CFDT pour l'informer des initiatives que nous avons prises en particulier le projet « La révolution qu'est-ce que c'est ? », mais aussi en contacts plus restreints, à l'occasion des principaux conflits.

I - 6. La précision de notre stratégie et de ses conséquences tactiques.

I - 6 1. La DPN de janvier.

Une stratégie ne peut être définie en dehors d'une analyse de la situation politique et des leçons que l'on peut tirer des actions menées par les militants.

C'est cet ensemble qui a été étudié lors de la DPN de janvier.

Le bureau national a publié un rapport dans lequel il analyse les erreurs de l'extrême gauche depuis mai 68 ; il envisage les conséquences pour les travailleurs du développement de la stratégie d'union de la gauche ; il explore les possibilités ouvertes ou non, en cas de victoire électorale d'une telle union.

Ce rapport, approuvé par la DPN, définit enfin les grandes lignes de la stratégie du PSU :

- débordement des forces réformistes ;
- politisation des luttes pour déboucher sur une politisation du mouvement des masses ;
- élaboration d'un projet de transition au socialisme ;
- mise en action d'une stratégie institutionnelle.

La deuxième partie de ce rapport revient longuement sur les implications, pour les militants, de cette stratégie.

I - 6 2.

La tactique pour le référendum.

Le référendum n'est le reflet d'aucune lutte ; la question n'intéresse pas les travailleurs directement face à leur exploitation quotidienne. Au contraire, la procédure elle-même est facteur de démobilisation parce qu'elle fait encore croire à la réalité d'une démocratie directe.

Opération de politique intérieure, pour renforcer le pouvoir du président Pompidou et empêcher que ne se posent les vrais problèmes : l'emploi, le chômage, le logement, les transports. Il faut donner un os à ronger.

Le PSU a refusé de se laisser détourner de son objectif et, pendant la campagne du référendum, nos camarades ont largement participé, dans toute la Bretagne, à la lutte des travailleurs du Joint Français.

Et partout fut opposée à l'Europe des trusts et des patrons, l'Europe des travailleurs.

Ce fut à l'intérieur de la DPN et dans certaines fédérations, l'occasion d'une attaque violente contre la direction pour avoir refusé de convoquer un conseil national.

En fait, dès que fut connue la date du référendum, le bureau national a laissé le parti juger de la décision finale. Dans tous les départements une consultation fut organisée pour connaître, malgré de nombreuses absences dues aux vacances de Pâques, l'avis des militants.

Lors de la DPN du 9 avril, la grosse majorité des fédérations prit parti pour l'abstention, qui fut finalement adoptée par la DPN. Dès lors un matériel national très important était mis à la disposition des fédérations pour que cette abstention-boycott soit active, et non purement et simplement un désintérêt total pour ce qui allait se passer.

L'ensemble des éléments rappelés ci-dessus permet de comprendre de quelle manière les orientations du parti, définies à Lille, ont été traduites dans les faits par la direction nationale.

Sur bien des points, la réalisation est encore embryonnaire ; cependant, compte tenu du climat politique externe, compte tenu aussi des très vives tensions internes que nous avons connues, le bilan apparaît constructif et montre une avancée collective du parti.

Pour autant, tous les problèmes ne sont pas réglés ; il convient donc de rappeler tous les problèmes qui sont apparus depuis le congrès de Lille et la manière dont la direction nationale y a fait face et comment elle le fera à l'avenir.

II - DE JUIN 71 A MAI 72.

Après le congrès de Lille, la vie politique et sociale nous a imposé un certain nombre de choix. Il reflètent les orientations générales qui viennent d'être indiquées, mais en les précisant. D'autre part des problèmes nouveaux sont apparus, tant sur le plan interne que sur le plan externe : un certain nombre d'entre eux devront être examinés et tranchés par le conseil national, à partir de l'examen de l'activité de la direction nationale.

1 - En guise de rappel :

Il n'est pas question d'analyser ici toute la période qui s'étend de juin 71 à mai 72. Brièvement on peut dire que sur le plan international, il y a trois événements marquants :

- la crise du dollar ;
- l'entrée de la Chine à l'ONU et le voyage de Nixon à Pékin ;
- l'entrée de la Grande-Bretagne dans le marché commun.

Les modifications entraînées par le rapprochement entre la RFA de Brandt et l'URSS de Brejnev ainsi que par la reprise en main du bloc soviétique (répression en Tchécoslovaquie et en Pologne) ont des effets à plus long terme. Les luttes populaires se sont considérablement durcies :

- au Vietnam : développement d'un front uni de la révolution indochinoise et offensive des forces de libération ;
 - au Chili : durcissement du régime qui suscite l'opposition de l'aile libérale, rapprochement entre Allende et le MIR ;
 - en Irlande : échec de la politique « orange », manifestations de masse, influence de l'IRA ;
 - au Bengale : éclatement du Pakistan, naissance du Bengla-Desh.
- Le mouvement palestinien subit les contre-coups des négociations entre grandes puissances, d'où un certain isolement. En Amérique du Sud, la dureté de la répression contraind les révolutionnaires à organiser la lutte armée.

Nous avons manifesté notre soutien aux forces révolutionnaires en lutte (manifestations, meetings, communiqués) et dénoncé la répression que subissent les militants révolutionnaires tant dans leur pays qu'en France-même (expulsion d'Apollonio de Carvalho, de Bernadette Devlin, etc.). Pour répondre à l'offensive impérialiste, nous avons :

- recherché le plus large appui à la lutte du peuple vietnamien : manifestation du 6 novembre dans le cadre du front de solidarité Indochine, manifestation du 15 avril avec le FSI et d'autres organisations révolutionnaires qui n'en sont pas membres ;
- apporté publiquement notre soutien critique au gouvernement Allende d'unité populaire au Chili, et recherche de l'union la plus large pour manifester notre solidarité avec ce gouvernement face à l'impérialisme américain, notamment dans un communiqué commun avec PC, PS, CGT, CFDT et FEN).

Pour répondre à l'offensive capitaliste en Europe, nous avons développé nos contacts internationaux : mouvement pour le contrôle ouvrier en Grande-Bretagne, jeunesses socialistes en Allemagne, groupe Hydra en Suisse, FSU en Belgique, PSP aux Pays-Bas, Spartakus en Autriche et, pour l'Italie : Manifesto, exclus du PSIUP, mouvement des travailleurs de Livio Labor, mouvement syndical. Ces contacts ont permis notamment d'aboutir à la rencontre de Bruxelles, le 24 mars, après une action internationale sur le trust Philips.

Sur le plan national, on peut schématiser l'évolution des huit derniers mois en quatre périodes :

A) SEPTEMBRE-OCTOBRE : l'offensive Mitterrand.

Sur la lancée du Congrès d'Epinau, le nouveau Premier Secrétaire du P.S. tente de prendre la tête d'une offensive politique sur le thème de l'union de la gauche comme sur des thèmes proches de ceux que le P.S.U. avait développés auparavant (contrôle ouvrier, autogestion, socialisme et liberté, etc.) Cette action obtient un

certain écho, y compris dans nos propres rangs si l'on en juge par certains termes de ce que l'on a appelé le manifeste Martinet. Elle suscite deux réactions : l'une interne, par la constitution du courant Mollet-Savary en tendance ; l'autre externe : celle de Chaban Delmas, mais surtout celle du P.C.F. qui n'entend pas se laisser priver du contrôle du mouvement dit « unitaire ». D'où une deuxième offensive qui intervient dans un contexte d'incertitude sur les relations C.G.T.-C.F.D.T.

B) — NOVEMBRE/JANVIER : l'offensive Marchais.

C'est la publication du « programme d'union démocratique ». Il met le P.S. au pied du mur et révèle ses contradictions internes (débat sur le programme). Il permet une formidable campagne d'opinion. Il présente le P.C.F. comme parti de gouvernement, et en insistant sur les législatives, il casse une bonne part de l'opération Mitterrand. Par sa nature, il renforce le bloc C.G.T.-P.C.F. ce qui conduit la C.F.D.T. à engager, avec la C.G.T., un débat fondamental sur le socialisme, bloquant ainsi toute possibilité de rapprochement : la C.F.D.T. sait bien en effet qu'un accord important avec la C.G.T. la mettrait sous la dépendance politique du P.C.F. — Elle se refuse à une simple politique d'« union de la gauche » et prend ainsi des distances à l'égard du P.S. comme du P.C.F. — Un autre type d'unité va alors apparaître dans la réalité même.

C) — FEVRIER/MARS : l'offensive du mouvement révolutionnaire.

La réorganisation capitaliste entraîne un durcissement de la répression dans les entreprises. Les militants maoïstes sont durement éprouvés, dans les usines ou à leurs portes. L'un d'entre eux, P. Overney, est froidement abattu devant les grilles de Renault. Le mouvement de protestation va prendre une ampleur considérable, dont témoigne assez le cortège de 200.000 personnes aux obsèques d'Overney à Paris. Le P.C.F. et la C.G.T., dont l'offensive se trouve brusquement interrompue, dénoncent le complot et l'accord entre le tueur et le tué. Par contre, de nombreux militants de la C.F.D.T. et certains du P.S. ou de la F.E.N. manifestent leur solidarité avec le mouvement révolutionnaire qui organise la protestation. Cette rupture à l'intérieur même des courants réformistes allait être consommée à la suite de l'initiative de Pompidou.

D) — MARS/AVRIL : l'offensive Pompidou. Une conférence de presse banale s'achevait par le dépôt d'une bombe à retardement : le référendum sur l'élargissement du Marché Commun. En se plaçant sur le terrain du jeu politique traditionnel, Pompidou interrompait la crise de confiance qui commençait à atteindre la majorité, à la suite de scandales chaque jour renouvelés et reprenait l'initiative dans la perspective des élections législatives. En même temps, il mettait un peu plus en difficulté le rapprochement P.C.-P.S. (vu la question

posée) et comme en juin 68 permettait au P.C.F. d'apparaître comme la seule véritable opposition en choisissant au demeurant un terrain qui permettait difficilement au P.C.F. la liaison entre luttes politiques et luttes sociales. Enfin, il bloquait le processus engagé à la suite du meurtre d'Overney : la diversion du référendum créerait une certaine démobilisation des travailleurs en isolant les plus combattifs.

2 — Les enjeux permanents et les choix du parti.

La période récente de juin 71 à mai 72 nous a permis de mieux voir les problèmes essentiels qui se posent au parti. Un certain nombre de réponses ont été apportées, d'où l'analyse qui suit. Mais elles ne sont pas encore suffisantes, d'où la 3^e partie de ce rapport.

a) — le problème de l'unité.

Critiquer l'union de la gauche est un exercice facile. Les exemples historiques suffisent amplement à nourrir et à justifier la critique. Mais elle ne permet pas en elle-même d'apporter une réponse à l'interrogation des masses sur l'avenir, pas plus qu'un débouché politique aux luttes qui se mènent sur le terrain de la production, de l'enseignement, du cadre de vie, etc... L'unité n'est pas une question abstraite, c'est une exigence de la lutte et de la victoire : la classe ouvrière le sait par expérience. En se refusant à poser politiquement le problème de l'unité, le mouvement révolutionnaire faciliterait finalement les opérations réformistes ou électoralistes qui récupèrent à leur profit la volonté et la transforment en simples slogans.

Pour certains camarades, le développement plus ou moins spontané des luttes crée tout naturellement les conditions de l'unité prolétarienne. C'est sur le terrain que se définit la ligne de partage entre la bourgeoisie et le prolétariat. En multipliant les occasions d'un tel partage, on permet au prolétariat de reconnaître sa force et de préparer son soulèvement. Cette perspective ne tient pas compte de deux faits essentiels :

— la bourgeoisie dispose d'armes considérables, non seulement policières ou judiciaires, mais aussi militaires, économiques, politiques... Sauf en situation de catastrophe économique ou de montée fasciste, la masse ouvrière se reconnaît elle-même difficilement comme révolutionnaire. Une pure tactique « classe contre classe » risque alors d'aboutir non pas à l'affrontement entre la majorité des exploités et la minorité des exploités, mais à une guérilla incessante entre la petite minorité de ceux qui se situent sur une ligne prolétarienne (soit par rupture de classe, soit par appartenance au prolétariat le plus exploité) et la minorité des exploités appuyée sur la peur, l'ignorance ou les intérêts immédiats d'une grande partie de ceux mêmes qu'ils exploitent ;

— non seulement le renversement du régime mais aussi l'exercice du pouvoir durant la période de transition impliquent des alliances de classe qui peuvent se faire occasionnellement dans une lutte (cf. les solidarités lors d'une grève), mais qui doivent être consolidées sur une base politique : il ne suffit pas que des agriculteurs apportent un soutien généreux à des ouvriers en grève. Il faut que s'exprime la solidarité agriculteurs-ouvriers en tant que travailleurs qui peuvent avoir aujourd'hui un certain nombre d'intérêts contradictoires, mais peuvent les résoudre sur une base commune dans un projet politique qui engage les uns et les autres (1).

C'est donc en termes de masses qu'il convient de poser le problème de l'unité. Nous nous y sommes efforcés de trois façons :

1^o par le développement des A.O.P. où peuvent s'assurer les conjonctions nécessaires, et la recherche d'une élaboration collective d'un projet sur la société qu'il s'agit de construire, en posant la question : La révolution, qu'est-ce que c'est ? — Ainsi peut se réaliser l'unité des travailleurs à la base, à partir des luttes et des conflits réels ;

(1) Une des responsabilités du mouvement révolutionnaire est de revoir son analyse des couches sociales, de l'éclaircir à l'expérience des luttes et d'aider à définir un projet politique contribuant à la prise de conscience des travailleurs engagés dans des luttes uniquement syndicales, ou même corporatives. Un des problèmes majeurs est de faire basculer vers le mouvement révolutionnaire les travailleurs historiquement peu syndiqués ou politisés, mais engagés dès à présent dans un processus de prolétarianisation.

2^o par une série de contacts pour jeter les bases d'un mouvement populaire d'unité pour le socialisme. Des réunions fréquentes se sont tenues à ce sujet avec les Centres d'Initiative Communiste et Objectif Socialiste (dirigé par André Jeanson). De multiples contacts ont été pris avec des personnalités diverses et des militants syndicaux, afin de lancer un tel mouvement non pas d'en haut, mais le plus possible des militants engagés. Le mouvement catholique, la Vie Nouvelle, et divers groupes tels que l'A.M.R. — avec des réserves — s'intéressent de près à ces initiatives, dont une première image publique (fort peu reprise dans la presse !) a été donnée au meeting de Metz tenu en commun par des militants lorrains, André Jeanson, Victor Leduc (C.I.C.) et Michel Rocard, le 14 Avril ;

3^o par l'énoncé de ce que nous avons appelé une stratégie de débordement, par rapport à une éventuelle victoire d'une éventuelle union de la gauche. Pour les raisons qui ont été évoquées plus haut, l'union de la gauche ne peut donc être en France qu'une forme d'accord électoral entre les états-majors du P.C.-P.S. avec l'appui d'une fraction radicale. Il est néanmoins possible que, faute de mieux, la volonté de changement des travailleurs s'investisse massivement sur un tel accord et qu'on voie apparaître, si le régime lui prête vie, un « gouvernement de gauche ». Il lui faudra correspondre à l'attente des travailleurs : c'est alors que ceux-ci devront organiser leur pression sur le pouvoir et assurer les conditions de leur propre pouvoir. La tâche des militants révolutionnaires sera d'aider à cette organisation pour déborder l'action du gouvernement et l'obliger soit à se conformer à la volonté populaire qui lui a donné naissance, soit à faire reconnaître sa vraie nature et à céder la place à l'action révolutionnaire. Cette organisation doit commencer dès maintenant, car c'est sur cette forme d'action que s'investira la volonté de changement des travailleurs, dans le cas d'un échec des formules d'union de la gauche.

b) — les luttes sociales et l'organisation politique des masses.

1^o les luttes ouvrières :

La marge de négociation du patronat a diminué (concurrence ou concentrations, tensions financières, transformations technologiques, réorganisation des marchés, etc...), les entreprises ou les capitaux peuvent plus facilement se reconvertir ailleurs ou sur autre chose, la France a un régime « fort », d'où un durcissement des luttes ; les victoires ouvrières diminuent, les grèves s'allongent ; elles se font un peu à la vie — à la mort (perte de l'emploi ou lock-out). Etat et patronat s'entendent pour organiser une forte tension sur l'emploi que la conjonction économique se charge d'entretenir (cf. politique du chômage). S'y ajoute le refus d'une condition ouvrière qui se dégrade chaque jour davantage (déqualification, baisse du pouvoir d'achat, cadences intenable...). Finalement c'est toute l'organisation capitaliste du travail qui est mise en cause, ce qu'exprime clairement le refus des hiérarchies entretenues par le système ou la volonté des travailleurs d'imposer leur contrôle sur les propres conditions de travail.

C'est pour ces raisons que les luttes se sont particulièrement développées :

— dans les secteurs traditionnels en crise d'emploi ou de réorganisation : Lorraine, transports parisiens...

— dans les secteurs en forte concurrence : Renault et l'automobile en général (où la répression s'amplifie) ;

— dans les secteurs les plus modernes, où le travail est très mécanisé, d'où l'appel aux O.S., immigrés, travailleurs d'origine paysanne, etc...

Et c'est dans ces secteurs que les conflits se font désormais les plus longs, les plus durs : Evian, Girosteel, Pennaroya, Joint Français...

Mais un nouveau champ commence à s'ouvrir à la lutte, celui des services, de la distribution, de tout le secteur dit « tertiaire », où la mécanisation, le travail à la chaîne, le « taylorisme » se développent sans cesse. On l'a vu dans des grands magasins (Nouvelles Galeries, Mamouth) ou à l'O.R.T.F. (techniciens), on commence à le voir dans certains bureaux.

De nombreux militants P.S.U. ont été engagés directement dans ces luttes. Ils se sont coordonnés dans le secteur entreprise.

D'une façon plus générale le P.S.U. s'est efforcé de soutenir les luttes les plus significatives, de les populariser (Tribune Socialiste et N^{es} spéciaux, meetings), mais aussi de permettre aux travailleurs de tirer le bialn politique de leur action propre (A.O.P.) Il s'est refusé à abandonner les organisations syndicales, qui correspondent à un besoin premier des travailleurs ; il en a critiqué les décisions chaque fois qu'elles empêchaient l'extension des luttes et la manifestation des objectifs essentiels que poursuivaient les travailleurs.

Mais il ne suffit pas d'apporter une présence dans les luttes : il faut encore une conduite stratégique. L'idée du « mouvement politique de masse » ne serait qu'une formule creuse si elle n'était pas concrétisée par une organisation politique réelle des travailleurs. Ce sont les formes de cette organisation que doivent inventer les militants politiques et syndicaux et tous les travailleurs qui, par leurs responsabilités dans l'action, se sont inscrits dans le courant révolutionnaire.

2) les luttes paysannes.

Une profonde mutation est en train de s'opérer dans la condition et la conscience des masses rurales. Les paysans se perçoivent de plus en plus comme travailleurs et recherchent à s'organiser comme tels, d'où l'inadéquation des structures traditionnelles liées à l'exploitation agricole ; viticulteurs du midi, paysans de Bretagne ou d'autres régions, ils doivent défendre leur outil, la terre, et leur vie, donc leur revenu. Ils doivent se défendre contre les gros producteurs et l'introduction des méthodes capitalistes (circuits production-distribution, concentration des firmes agro-alimentaires, ventes forcées, poids de l'industrie chimique, etc...). Refusant à la fois une politique d'assistance (pour une mort douce) et l'étouffement sous la concurrence, ils sont facilement amenés à l'action illégale (car la loi est liée au statut traditionnel du paysan), d'où une répression très dure contre laquelle ils doivent aussi s'organiser.

Un nombre de plus en plus important de militants paysans membres du P.S.U. ou non ont pour objectif :

a) — l'intervention directe dans la répartition immédiate du sol agricole, avec l'appui maintenant d'étudiants et d'ouvriers ;

b) — un projet d'aménagement régional contradictoire à celui de Mansholt et ses supports capitalistes français qui déjà l'appliquent.

Cela est révolutionnaire parce que contraire aux lois en vigueur.

Les militants du P.S.U. doivent démontrer : qu'obliger un propriétaire foncier à louer aux paysans les plus défavorisés rejoint la lutte actuelle pour les salaires des ouvriers, fonctionnaires, employés ; rejoint aussi l'essentiel des revendications des jeunes ;

— démontrer que : s'opposer physiquement à l'expulsion d'un fermier équivaut au licenciement de l'ouvrier ;

— démontrer que : refuser les primes de productivité des coopératives, les cumuls de surface et de professions, c'est de même nature que l'attaque de la hiérarchie actuelle des salaires et des retraites ;

— démontrer que : la collectivisation des sols ainsi amorcée, c'est la même indispensable lutte que la collectivisation intégrale des usines, de tous les lieux de travail, et la libération de tous les biens populaires : plages, forêts, etc.

Leur union avec les autres catégories de travailleurs est une exigence absolue. Elle se fera sous leur propre conduite. Le P.S.U. n'entend pas dicter aux paysans les formes de leur organisation (cf. le rapport Lambert à la D.P.N.). Les militants du P.S.U. tireront pour leur part les conséquences des choix qui auront été faits dans le milieu lui-même. A l'intérieur du parti, ils apporteront les exigences socialistes qui sont inscrites dans les luttes paysannes. A ces luttes ils apporteront l'appui que leur permet une coordination avec d'autres travailleurs dans le cadre du parti.

L'objectif de libération des familles paysannes du pouvoir de l'argent et de la domination par une minorité doit rendre les militants P.S.U. efficaces :

1^o rôle continu d'information ;

2^o invitation à tous les militants paysans à se situer politiquement face à leur milieu et à adhérer ;

3^o travailler concrètement sur le thème « La Révolution, qu'est-ce que c'est » dans leur secteur.

Les luttes ouvrières et paysannes sont fondamentales pour le combat socialiste, d'où la priorité que le parti leur a donnée et continue de leur donner.

D'autres secteurs sont essentiels car ils permettent d'attaquer le pouvoir au-delà du secteur de production et donc d'appuyer politiquement les luttes ouvrières et paysannes. Il est vrai cependant que, par une sorte d'ouvrierisme condamné avec énergie par les militants ouvriers eux-mêmes ces secteurs sont parfois délaissés. L'appui militant à la lutte dans les entreprises est essentiel, mais il ne saurait tenir lieu de l'action militante qui doit se développer sur le terrain même où s'effectue pour chacun son rapport de classe.

L'effondrement de l'U.N.E.F. a entraîné celui du secteur étudiant. Une lente reconstruction s'opère à partir d'une coordination nationale établie à Toulouse, mais elle est en son tout début. Par contre, grâce à trois stages nationaux, un secteur lycéen a été mis en place, ce qui a permis l'intervention dans les luttes de masse provoquées par la circulaire Guichard et toutes les entraves à la liberté d'expression. Mais les luttes lycéennes restent encore trop souvent isolées. D'une façon plus générale, la commission Enseignement s'est efforcée de sortir du cadre même des professionnels de l'enseignement pour ouvrir le débat avec les travailleurs, principalement dans les domaines qui les concernent directement (C.E.T. - primaire - maternelles) et sur la question essentielle de la sélection. La nature même de l'institution scolaire rend particulièrement difficile l'organisation politique des masses à son égard, tout autant que l'organisation de ceux qui sont encadrés par l'institution elle-même. Les comités de lutte lycéens sont la seule réponse que nous ayons actuellement : elle est encore bien insuffisante.

On retrouve ces difficultés dans d'autres domaines où l'organisation syndicale n'existe pas ou se présente sous une forme très corporative (cadre de vie, femmes, santé, action culturelle, répression). La tentation est grande de lancer des pseudo-mouvements de masse qui profitent d'une lutte à leur lancement, mais s'effondrent lorsqu'elle s'atténue ou se déplace. Sans doute convient-il que le Parti puisse prendre en compte ces secteurs eux-mêmes pour trouver les réponses adaptées et non pas se diluer dans des « masses informelles » qui ne sont plus parfois que des minorités faciles à manipuler par tel ou tel groupe. Dans ces domaines, trois directions ont été suivies :

— l'organisation de comités permanents (cf. Larzac, Sologne, Maternelles, etc...) : ce sont des embryons de Comités d'Initiative Populaire ;

— la mise en œuvre d'une stratégie institutionnelle (cf. rapport Féran) ;

— la recherche d'une cohérence avec d'autres organisations révolutionnaires (cf. transports) ;

Cette dernière direction permet de poser un problème général, celui même du mouvement révolutionnaire.

c) — le mouvement révolutionnaire.

En mai 68, c'est le mouvement même des masses qui a permis l'unité des organisations révolutionnaires. Le reflux ainsi que la répression ont créé des problèmes dans les organisations comme entre elles. Durant ces derniers mois nous avons constaté :

— le développement des organisations trotskystes : Ligue Communiste, Lutte Ouvrière, A.M.R. (ainsi que l'A.J.S. sur une base réformiste).

— la crise des organisations dites maoïstes : tendances contradictoires de la Cause du Peuple, émiettement des organisations, crise du Secours Rouge.

Nous avons vu avec intérêt l'apparition d'une Organisation Révolutionnaire Anarchiste qui permettait à ce courant une intervention moins individualiste.

A partir d'octobre, des contacts fréquents ont été pris. Une cohérence réelle est apparue à plusieurs occasions : la manifestation du F.S.I. le 6 novembre a été suivie par L.O. et le S.R. ; le meurtre d'Overney a permis une action commune concrétisée par des réunions fréquentes, des communiqués, des manifestations, une conférence de presse au siège du P.S.U. et la journée d'explication du 17 mars ; l'annonce du Référendum a suscité un communiqué com-

mun dans la perspective du boycott ; enfin le 15 avril a vu une manifestation commune sur le Viet Nam tandis que le 18 avril était signé un Appel à un Premier Mai de lutte de classe. Ainsi sur des points précis, a pu être manifestée l'existence d'une force révolutionnaire.

Il serait vain de la croire homogène. Il existe entre les positions du P.S.U. et celles d'autres organisations révolutionnaires des divergences fondamentales :
— sur l'action syndicale, condamnée par les militants maoïstes, soumise aux pratiques de fraction du côté trotskyste ;
— sur les formes d'action : nous refusons l'idéologie de la « nouvelle résistance » et les pratiques de commando ou de groupes autonomes coupés de la réalité concrète des luttes ;
— sur le dogmatisme ou le sectarisme qui caractérise certains groupes.

Ces divergences sont l'occasion de débats qui doivent être tenus, mais ne sauraient occuper l'essentiel de notre temps (cf. notre réponse à la Ligue Communiste). Elles ne sauraient empêcher l'action commune sur les enjeux essentiels imposés par la lutte de classe, et la solidarité pleine et entière face à la répression. Ce sont ces deux principes qui ont guidé notre action.

Plus profondément, le débat doit être engagé sur les attitudes des militants révolutionnaires depuis mai 68 ; la reconnaissance des erreurs, des insuffisances (y compris les nôtres) peut aller de pair avec le maintien d'un choix révolutionnaire fondamental qui ne s'exprime pas dans des discours mais dans la pratique. Aujourd'hui, il faut bien constater qu'il existe plusieurs pôles révolutionnaires. Nous ne pensons pas que la construction d'une force révolutionnaire passe par l'élimination des autres au profit de notre propre organisation. L'unité des révolutionnaires ne naîtra pas de quelque négociation entre leaders de fait ou de droit. Elle viendra de l'unification même des luttes et de la capacité des travailleurs à réaliser leur unité et leur organisation politique. C'est en ce sens que la création d'un « front révolutionnaire », que chacun d'ailleurs s'efforcera de contrôler à son avantage, ne saurait être un préalable : il sera une conséquence du mouvement de masse et il n'est pas bon, dans les exemples historiques que l'on évoque parfois, de prendre l'effet pour la cause.

Le P.S.U. pose donc de la même façon la question de l'union de la gauche et celle de l'unité des révolutionnaires. Refusant de s'enfermer dans des solutions organiques, nous posons avant tout le problème de l'unité des travailleurs, telle qu'elle se manifeste dans leurs luttes.

Si le P.S.U. se refuse à être un courtier entre les forces révolutionnaires voire même entre elles et certaines forces réformatrices, il faut qu'il s'affirme lui-même comme un véritable pôle révolutionnaire, capable de réaliser ses objectifs et pas seulement de les rêver.

d) — le développement du parti.

Le parti s'est efforcé de développer et d'améliorer ses moyens de travail : local national, secrétariat, contacts avec les fédérations, information (bulletin d'information en supplément à T.S. - P.S.U.-Information), expression du parti (Critique Socialiste, Brochures), réunions de secteurs... De ce fait les charges ont augmenté.

Les difficultés de trésorerie (retard des versements de cotisation) et la hausse des prix (tarifs d'imprimerie, d'envoi, etc...) ont créé une sorte de crise financière permanente qui a retenti durement sur le journal : Tribune Socialiste a vu sa parution suspendue plusieurs fois. Une nouvelle formule du journal, propre à assurer sa relance, a été mise au point : elle doit permettre de développer les ventes militantes et les abonnements en dehors du parti ; c'est le sens de T.S. et la condition de sa survie.

D'autres difficultés sont apparues, certains secteurs sont en déshérence : on a déjà cité le secteur étudiant, mais dans celui des Jeunes travailleurs, il faut dire que la création de l'O.J.T.R. n'a pas permis de répondre suffisamment aux besoins de notre autonomie complète à l'égard du parti, ce qui l'a conduit à des actions inadmissibles contre d'autres membres du parti (animateurs du secteur Voyages).

Ces difficultés sont liées en partie à celles même des luttes, dans les secteurs concernés : (université - jeunes travailleurs), mais



elles s'expliquent aussi par le refus des orientations majoritaires de la part d'un certain nombre de camarades, conduits parfois en raison de leurs responsabilités à développer une sorte de parti dans le parti. Le Congrès de Lille a été difficile. La nécessité d'une clarification dans les orientations et les pratiques de notre organisation a entraîné l'apparition de points de vue opposés, de tendances autrement dit. C'est une condition du débat démocratique. Ces tendances ont cherché à se maintenir au delà du Congrès : elles se sont à cette occasion modifiées tant dans leur composition que dans leur comportement. La situation s'est compliquée par le fait que dès avant Lille s'était développée une organisation nationale, à la fois interne et externe au parti, la « Gauche Révolutionnaire », avec son journal, son local, ses coordinations locales et régionales, ses groupes de base... Dans son assemblée générale de Lyon les 25 et 26 septembre 71, la G.R. décidait de se constituer en « pôle politique autonome ». Cette décision fut publiée un mois plus tard.

Peu de temps après, début novembre, à l'initiative de Gilles Martinet, paraissait un manifeste signé principalement par des membres du P.S.U. — La parution publique de ce texte, qui n'avait nullement été communiquée à la direction du parti, et l'équivoque de certaines formules, amenaient le Bureau national à publier un communiqué de mise en garde et à demander aux signataires le sens de leur initiative et leur position à l'égard du P.S.

C'est dans ce contexte que le Bureau demandait fin novembre à la D.P.N. de se prononcer sur les exigences de la démocratie interne dans le parti et d'en tirer les conséquences sur le problème de la G.R. et du manifeste Martinet. On a vu alors se déchaîner un certain nombre de camarades, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du parti, (cf. lettres et communiqués à la presse), qui ne partageaient pas les idées de la G.R., mais entendaient se solidariser avec elle contre la répression que le « groupe Rocard » (c'est-à-dire le B.N. ou la majorité du parti) lui faisait subir. Le problème spécifique de la G.R. (aussi bien que celui du manifeste Martinet) disparaissait pour laisser place à une confrontation majorité-minorité à la D.P.N. et dans

le Parti. A cette même D.P.N. de novembre, la minorité décidait de quitter la séance au moment de la discussion sur le texte majoritaire concernant l'élaboration du projet sur la société à construire (la Révolution qu'est-ce que c'est ?).

Il convient de rappeler ici qu'à la mi-septembre, à la suite de discussions avec des élus de courants minoritaires (textes Simon et Gillet), le B.N. proposait de s'élargir à des représentants de ces courants. Il y eut refus. Furent alors mises en place des Commissions de la D.P.N. dont certaines étaient présidées par des camarades minoritaires. C'est à la suite de ce refus qu'en novembre, le B.N. s'élargit de 9 à 14 membres. En décembre, une lettre de la G.R. donnait à croire qu'elle entendait rester comme une tendance du P.S.U. et ne parlait plus d'organisation politique autonome. En réalité cette organisation s'est peu à peu mise en place. L'apparition publique du sigle P.S.U.-G.R., déjà vue lors du voyage de Brejnev, se répétait sans arrêt sur les tracts et les affiches de la fédération des Bouches-du-Rhône et des militants qu'elle influence ailleurs. Les coordinations GR aboutissaient à désorganiser des sections entières, voire des fédérations. Selon leurs propres affirmations, elles travaillaient de plus en plus étroitement avec certains militants du courant 5 (texte Gillet) désavoués par Gillet lui-même en janvier 72.

Un texte signé par les représentants de ce courant à la D.P.N. (« lutter contre le réformisme sans tomber dans le sectarisme ») laissait entendre que leur opposition au B.N. était analogue à celle qui oppose réformistes et révolutionnaires. Le B.N. était collectivement désigné comme une direction réformatrice inadmissible et déjà caduque. Cette attitude fut désavouée par une majorité de militants bien plus considérable que celle qui s'était dégagée à Lille autour du texte Rocard. Elle aboutissait néanmoins, en raison du caractère public de telles déclarations, à un affaiblissement considérable du parti et de son action.

La question de la région parisienne allait bientôt poser un nouveau problème. Après un débat assez compliqué entre diverses fédérations de la région parisienne, quatre fédérations décidèrent de fusionner entre elles (Seine - Hts-de-Seine - Seine-St-Denis - Val-de-Marne) pour former une seule fédération dite régionale. Trois courants se sont opposés : des camarades du texte 5 et des camarades de la G.R. qui ont obtenu 44 % des voix, des camarades proches du Bureau national : 28 % également. Aucune entente n'a été possible entre ces courants et le 8 mars était formé un bureau GR-5, animé par M. Heurgon, B. Miège, A. Béhar, P. Bauby, etc. L'importance de cette nouvelle fédération et la qualité de ses animateurs créaient bien évidemment un problème de dimension nationale.

Ne risquait-on pas de voir apparaître un contre-B.N. ? Le B.N. avait d'ailleurs posé le problème du congrès régional de fusion dans une « adresse » lue au congrès, où il indiquait qu'il n'accepterait jamais de se voir mis devant le fait accompli par une minorité quelconque du parti, même majoritaire à Paris. L'évolution des choses a largement justifié les craintes du B.N.

Il s'en est expliqué dans une « lettre aux militants » envoyée aux fédérations le 20 avril, portant sur :

- la « séquestration » des animateurs de Découverte et Culture,
- la parution d'un n° spécial « Boycott » de « l'Outil des travailleurs », substitué au matériel du parti dans les fédérations de la région parisienne (nouvelle fédération), Nord et Rhône,
- le refus des représentants des courants G.R. et 5 à prendre part à la D.P.N. du 9 avril.

Bien d'autres faits pourraient être cités. Ils créent un climat de méfiance et de mépris qui met bon nombre de militants dans une grande désarroi.

Beaucoup de fédérations ne connaissent pas de tels affrontements, mais dans certaines les conséquences sont graves — certains militants refusent de reprendre leur carte avant une sérieuse clarification. D'autres hésitent longtemps.

Or, ce n'est pas l'influence du P.S.U. qui est en cause. Le B.N. n'a reçu aucune lettre qui indiquait un départ vers le parti. Par contre, nombre de démissions s'expliquent par une volonté de se consacrer davantage à une forme d'action plus réel-

lement militante (syndicale ou autre), au lieu de perdre son temps dans des querelles byzantines, des discours sans fins, la résistances du terrorisme verbal.

Certaines démissions traduisent l'aboutissement normal d'un processus de retrait et un désaccord profond avec notre stratégie (Martinet et certains de ses amis, tout comme ceux qui ont adhéré à la Ligue Communiste), mais beaucoup d'autres traduisent une véritable angoisse. Le P.S.U. trahirait-il par son impuissance, les espoirs révolutionnaires que ces militants ont mis en lui ?

Verra-t-on le P.S.U., paralysé et hésitant, perdre toute crédibilité et toute force révolutionnaire ?

Des questions fondamentales pour clarifier la situation.

Ces questions reflètent tout un aspect de l'activité que nous devons présenter au Parti.

Il faut trancher :

- La G.R. prépare son départ du Parti, son seul problème est celui de la date (cf. les textes publiés dans « P.S.U.-Information »). Peut-on accepter le maintien de ces camarades au sein d'un Parti qu'ils ne reconnaissent plus comme le leur ?
- Les camarades de la G.R. demandent le débat et tiennent des assemblées fractionnelles. Cela est-il compatible ?
- « L'Outil des Travailleurs », malgré la mise en garde de la D.P.N., a été utilisé comme matériel officiel du Parti, alors qu'il se présente comme « un journal indépendant de tout groupe politique ». Peut-on accepter que des militants substituent l'outil d'une tendance au journal du Parti, Tribune Socialiste.
- La G.R. est-elle oui ou non une organisation autonome ? Il est nécessaire qu'un débat s'engage avec les militants de la G.R. sur leur appartenance ou non à notre organisation. Il ne s'agit pas là d'un débat juridique ou disciplinaire : parler de répression à ce propos, comme le font certains chaque fois que l'on pose le problème de la G.R., c'est ou bien naïveté (car ces camarades, à travers la G.R., conservent toute leur liberté d'expression et de dialogue, y compris avec le P.S.U.) ou bien calcul et il s'agirait alors de jeter le trouble dans l'esprit des militants pour tenter de détruire un parti auquel on ne croit plus. C'est bien d'un débat politique qu'il s'agit ; il doit se faire à partir des thèses de la G.R., comme de celles du P.S.U. et permettre une clarification nécessaire à l'intérieur même du mouvement révolutionnaire.

Le temps n'est plus où l'on pouvait se contenter de stratégies différentes dans une même organisation. Si le débat doit se poursuivre, y compris sur tous les aspects et tous les secteurs d'une stratégie, il est nécessaire que le P.S.U. soit capable d'appliquer la stratégie qu'il s'est donnée et dont l'immense majorité des militants reconnaissent le bien-fondé, même s'ils en désertent telle ou telle application.

PERSPECTIVE ET CONDITIONS D'UN RETABLISSEMENT

A) — La situation politique.

Les résultats du référendum ont montré l'affaiblissement politique du régime. En la circonstance, G. Pompidou a démontré tout à la fois la limite des pratiques électorales, la vanité d'une certaine forme d'unité de la gauche et la fragilité de son propre pouvoir.

Parallèlement, la grève du Joint Français montrait le haut degré de la combativité ouvrière en même temps que les difficultés de la lutte. Le durcissement du patronat, en raison de la réorganisation capitaliste sur une vaste échelle, aboutit à durcir les conflits, donc les luttes. Les travailleurs sentent que leur lutte ne peut rester isolée ; elle doit passer sur le plan politique et mettre en cause le pouvoir lui-même.

Cette situation conduit le P.C.F. à tenter de récupérer le mouvement social sur ses propres bases, à travers le thème général de l'union populaire, substitué temporairement à celui d'union de la gauche. La question est de savoir si l'union populaire peut se faire au contraire sur des bases révolutionnaires et dans la perspective du socialisme et non de la « démocratie avancée ». La réponse à cette question dépend

largement de la capacité du mouvement révolutionnaire et de ses organisations à faire face à cette responsabilité historique.

B) — Les prochaines échéances.

La responsabilité du courant révolutionnaire va avoir à se manifester rapidement autour de trois exigences :

1 — Assurer un débouché politique aux luttes sociales :

La perspective en a été indiquée plus haut, elle passe en effet par le développement de l'unité des travailleurs, l'organisation politique des masses et l'affirmation du mouvement révolutionnaire. Dans cette tâche, le P.S.U. a un rôle déterminant et irremplaçable. La situation politique et sociale devrait permettre son développement, en effet :

— il s'inscrit par ses militants et sa stratégie dans les débats essentiels du mouvement syndical, sans lequel il ne peut y avoir d'avenir socialiste ;
— le P.C.F. s'enfoncé dans le jeu parlementaire comme dans les contradictions où le met la politique soviétique ;
— le P.S. en revient à une vision plus sage et plus traditionnelle : c'est une force de notabilité, et non une arme politique pour les travailleurs ; les courants électoralistes y redeviennent dominants ;
— les organisations révolutionnaires du courant trotskyste restent limitées à des milieux déterminés et s'enfoncent dans le léninisme le plus archaïque, tandis que celles du courant maoïste sont divisées entre des courants staliniens et des courants spontanéistes, qui tendent davantage — semble-t-il — à recommencer l'histoire du mouvement ouvrier qu'à permettre son avancée.

Par ses dimensions nationales et la diversité de son implantation, le P.S.U. représente bien « une force jeune et révolutionnaire » ouverte sur l'avenir. Encore faut-il qu'il soit capable de faire face à ses responsabilités.

2 — Tenir les enjeux internationaux :

C'est tout le débat de ce Conseil National et nous ne saurions en préjuger ici.

3 — Peser sur le rapport des forces :

L'alternative socialiste ne dépend pas seulement du développement des luttes ; elle implique une victoire politique sur la bourgeoisie : c'est le problème même du pouvoir qu'il faut poser. D'où une double tâche :

— abattre le régime actuel, immobiliser toutes les forces qui viennent de se retrouver dans le camp du « oui » au référendum, pour donner l'initiative aux travailleurs ;
— démasquer les fausses solutions de l'alternative démocratique à travers laquelle le P.C.F. entend imposer sa loi aux autres forces politiques comme à la classe ouvrière. Par conséquent, empêcher que les travailleurs n'aient que le choix entre l'union conservatrice et une « union de la gauche » où ils ne sont pas engagés eux-mêmes.

Le P.S.U. a la responsabilité de donner une crédibilité politique au courant révolutionnaire. Il ne peut le faire seul, mais ses initiatives seront en fait déterminantes. Encore faut-il, pour faire face à ces trois grandes exigences, que le Parti soit capable de vaincre ses difficultés actuelles.

C) — Les conditions du redressement du Parti.

1 — Structures et moyens.

Les difficultés actuelles du Parti trouvent partiellement leur source dans l'insuffisance de ses moyens d'action.

Il nous faut dégager les priorités compatibles avec nos possibilités financières, assurer notamment l'acquisition définitive du local, garantir la parution régulière de Tribune Socialiste et en étendre la diffusion. Il faudra autant que faire se peut assurer le débat interne et donc diffuser l'information nécessaire. Il faudra enfin développer la régionalisation du Parti et constituer sur cette base des coordinations efficaces entre secteurs et fédérations.

A cette fin, les fédérations et les sections doivent permettre l'accélération de la rentrée des cartes comme de la diffusion militante de Tribune Socialiste. Les réunions de trésoriers et l'organisation de relais régionaux (fabrication de tracts, centres de diffusion) pourraient les aider.

2 — Problèmes de direction.

L'attitude de certains courants minoritaires a transformé la D.P.N. en une sorte de parlement où les réunions de groupes étaient en général plus déterminantes que les débats communs. Ainsi la D.P.N. n'a pu jouer son véritable rôle de coordination entre les secteurs.

Pour sa part, le Bureau National n'a cessé de faire des propositions pour débloquer la situation et permettre soit des positions communes soit l'association de camarades minoritaires à des responsabilités de direction politique, dans des conditions de parfaite clarté. Il n'a pas été entendu jusqu'alors.

Malgré le nombre restreint de ses membres, le Bureau National a dû faire face à des responsabilités croissantes et de plus en plus diversifiées. Il l'a fait avec le concours des commissions de la D.P.N., chaque fois que c'était possible, mais le blocage politique de la D.P.N. a retenti lourdement sur les conditions de cette collaboration. Certains ont qualifié l'activité du B.N. de « fuite en avant ». Il est vrai qu'elle a dû parfois s'éparpiller, sans justifications suffisamment précises auprès des militants. Il faut recentrer l'action : c'est le sens de la toute dernière partie de ce rapport.

Ces difficultés ont pu entraîner des incompréhensions. Il ne suffit pas d'avoir une ligne juste, encore faut-il que son évidence s'impose clairement à l'ensemble du parti. Lors de la D.P.N. de mars, le B.N. a lui-même reconnu par exemple que sa condamnation de l'enlèvement de Nogrette avait été faite sans explications suffisantes, d'où un risque de désarroi chez certains militants.

L'homogénéité du B.N. a été une source d'efficacité dans bien des domaines, néanmoins elle a parfois empêché l'expression de telle ou telle critique qui aurait pu permettre de rectifier rapidement tel jugement ou telle pratique. L'absence de permanents doit être compensée par une relation étroite avec des équipes fédérales qui sont en contact direct avec les militants. Beaucoup reste encore à faire dans ce domaine. Il doit en être de même avec les secteurs Entreprise et Agricole dont le développement est essentiel pour l'avenir du Parti.

3 — Démocratie et discipline.

Le blocage de la D.P.N. n'est en réalité que le reflet d'une situation beaucoup plus grave à l'intérieur du Parti. La décision du courant « Gauche Révolutionnaire » de se constituer en organisation autonome a provoqué des phénomènes de dissociation à tous les niveaux :

— certaines fédérations (Bouches-du-Rhône, Calvados...) refusaient de se conformer aux directives nationales et menaient une politique autonome : cf. les nombreux tracts et affiches signés « P.S.U. - Gauche Révolutionnaire ». D'où des conflits à l'intérieur même de ces fédérations entre militants G.R. et militants d'autres courants ;

— le rapprochement politique entre des camarades du courant dit 5 et la G.R. a entraîné un durcissement des positions à l'égard du Bureau National. La direction de la nouvelle fédération « Région Parisienne » (quatre départements de Paris et petite couronne), qui s'est fondée sur le rapprochement, a manifesté une autonomie politique quasi complète, ce qui a entraîné une lettre du Bureau National en date du 20 avril aux militants des fédérations concernées ainsi qu'aux autres fédérations ;
— certains camarades, surtout étudiants, qui accordaient au problème de l'organisation une importance primordiale ont été tentés de quitter le P.S.U. (et le courant dit 1 où ils se retrouvaient) et d'adhérer à la Ligue Communiste. Quelques-uns l'on fait, d'autres s'approprient à le faire dans des conditions qu'ils entendent discuter avec la Ligue Communiste.

Finalement, il s'agit là des conséquences d'une pratique fractionniste qui visait à accréditer l'idée qu'il y avait deux partis dans le P.S.U. Cette volonté a été clairement énoncée par les responsables de la G.R. dont le texte d'orientation a été partiellement diffusé dans un récent P.S.U.-Information. Le Conseil National devra en tirer les conséquences.

Le P.S.U. ne saurait être une sorte de « confédération d'organisations-croupions condamnées à vivre ensemble ». Pour avoir un sens comme organisation révolutionnaire, pour s'inscrire efficacement dans le combat socialiste, il lui faut réaliser l'unité

de son intervention. La diversité est nécessaire dans le débat, elle exprime la multiplicité des expériences et des formations. Mais le droit de tendance, c'est-à-dire le droit à la libre expression des idées ne saurait se transformer en une justification du jeu des fractions qui a conduit si souvent le mouvement ouvrier à la défaite, à l'hémorragie des militants ou au stalinisme qui s'installe facilement sur les ruines du débat démocratique.

Sur la question du centralisme démocratique, le Congrès de Lille a entendu un texte adopté par une large majorité de sa commission « Structures ». Pour des raisons de temps et de procédure, il ne s'est pas prononcé. Il conviendra que le Conseil National mette fin à cette ambiguïté (cf. le compte-rendu du Congrès de Lille p. 87 à 89) et en tire les conclusions qui s'imposent.

Les militants peuvent-ils admettre d'être jetés aux oubliettes ? Le débat politique est-il encore possible avec des camarades qui refusent le débat et ont d'ores et déjà décidé de quitter le P.S.U., même s'ils hésitent sur la date et la manière. Peut-on accepter de soumettre l'avenir du P.S.U. à cette décision ?

Il doit être clair que le Bureau National élu par la majorité de la D.P.N. se refusera pour sa part à être le gérant d'une crise perpétuelle qui désorienterait et démobiliserait les militants les plus solides. Des constats doivent être faits, des solutions trouvées, sinon il sera vain de penser que le P.S.U. conservera assez de force pour mener le seul combat qui devrait être le sien : le combat socialiste.

D) — Le retour à l'offensive.

La situation politique ne nous a jamais offert des chances aussi grandes. Mais paradoxalement jamais le P.S.U., en raison de ses problèmes internes, n'a paru aussi peu capable d'être à la hauteur de ses responsabilités historiques.

Cet état de choses a une conséquence : nous ne redresserons le Parti qu'en faisant face aux échéances extérieures qui nous incombent, en affirmant la crédibilité d'une alternative socialiste de nature révolutionnaire, et non pas en passant six mois à panser nos plaies en ne s'occupant que de nos tracas internes.

Il nous faut donc affirmer avec plus de netteté qu'auparavant la perspective politique autour de laquelle nous nous battons et définir les comportements et les formes de lutte qui nous paraissent capables d'imposer cette perspective.

— La perspective politique.

La perspective politique de qui ? Il faut redire ici, une fois de plus, qu'elle n'est pas seulement celle du P.S.U. mais qu'elle peut devenir celle de l'ensemble du mouvement révolutionnaire pour autant qu'il renonce à sa propre marginalisation, et au goût sectaire des chapelles dogmatiques. Une perspective politique suppose des objectifs et une stratégie. Un rapport d'activité n'est pas le lieu de revenir sur les objectifs, définis dans la thèse 6 du Congrès de Dijon, soumis à une large délibération à travers le projet « La Révolution, qu'est-

ce que c'est ? » et qui seront approfondis lors du 8^e Congrès National ordinaire du Parti dont ce sera la tâche essentielle.

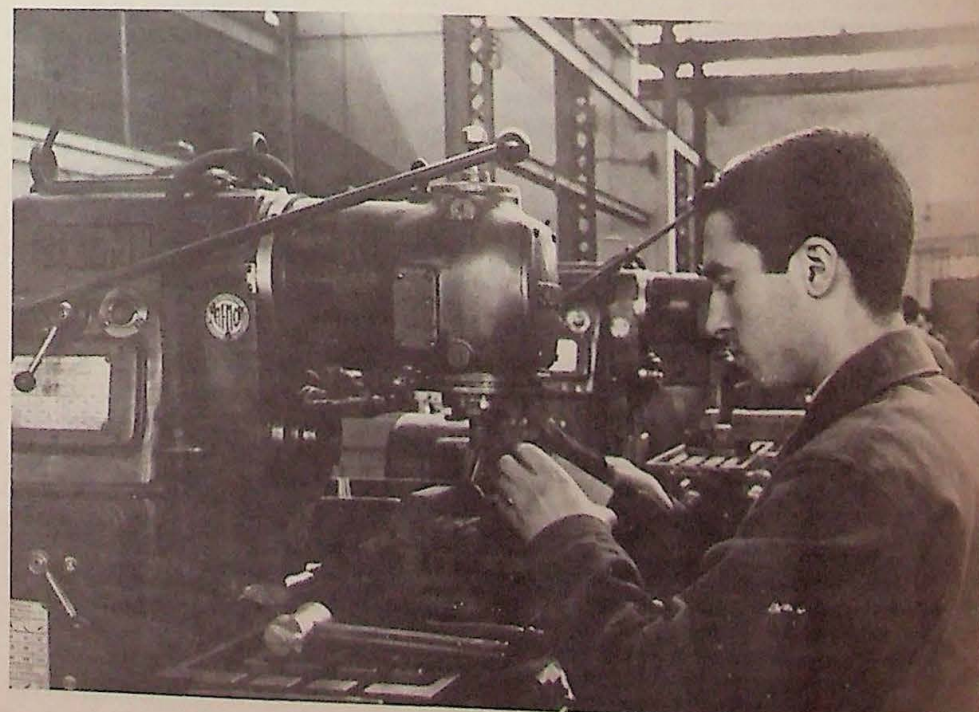
La stratégie, esquissée par le texte majoritaire du 7^e Congrès à Lille, a été précisée par la Direction Politique Nationale. Elle comporte les éléments essentiels suivants :

1^o) Dans toutes les luttes qu'ils conduisent, les travailleurs aspirent fermement à leur propre unité, et ils ont raison. Leur expérience quotidienne les amène à formuler la même exigence au niveau de la lutte politique nationale, et ils ont encore raison. Mais les appareils traditionnels de la gauche sont aujourd'hui tellement rigides, électoralistes, coupés de la base, et éloignés des conflits réels d'aujourd'hui, que l'unité par la négociation de sommet n'a guère de sens. C'est au mouvement révolutionnaire qu'il incombe de reprendre à son compte l'espérance unitaire, mais sous la forme de l'unification progressive de toutes les luttes des travailleurs.

2^o) Cette unification ne peut se faire qu'autour d'objectifs communs. C'est le rôle du projet « La Révolution, qu'est-ce que c'est ? » que de permettre la collecte systématique, à travers tout le pays, des raisons qui ont poussé des hommes et des femmes à se battre, et leur synthèse en un programme de transition vers le socialisme. Ce doit être la grande tâche du P.S.U. pour l'année prochaine.

3^o) Si la classe ouvrière reste la force principale sur le terrain de la lutte des classes, il est de plus en plus clair qu'elle a besoin d'alliés, et que la situation lui permet de les trouver. Mais qu'il s'agisse des paysans révolutionnaires, des commerçants cherchant à dépasser l'aspect catégoriel de leur lutte, des ingénieurs et cadres tirillés entre l'alliance ouvrière et l'alliance patronale, des enseignants en désaccord avec le système, des étudiants ou des lycéens, il n'existe pas d'organisation qui coïncide avec une force sociale. L'alliance de classes se noue à travers les luttes et leur convergence progressive. Elle se concrétise dans les assemblées ouvriers-paysans, les comités d'initiative populaire, quelle que soit leur dénomination.

4^o) Le problème essentiel du mouvement révolutionnaire aujourd'hui est simple : il est d'améliorer le rapport de forces entre les travailleurs et la droite jusqu'au moment où il sera possible de faire basculer le système. La longue progression que cela suppose exige de nombreuses victoires partielles. Le mouvement révolutionnaire ne peut être convaincant par le prêche, mais par les résultats qu'il obtient. Cela exige que les résultats obtenus dans les luttes soient consolidés, et qu'ils se traduisent par une stratégie institutionnelle. Qu'il s'agisse de l'usage fait de l'unique mandat parlementaire du Parti, de l'acte posé par la municipalité de Morlaix refusant d'héberger des C.R.S., ou du gros effort de la municipalité de Saint-Brieuc pour le soutien au Joint Français, l'usage fait par le P.S.U. des institutions est un appui efficace au mouvement révolutionnaire. Il faut approfondir cette stratégie et la développer, en la reliant au jeu des contre-pouvoirs que sont les assemblées de travailleurs et les comités de base de toute nature.



5°) C'est la conjugaison de ces différents éléments qui permet d'esquisser la stratégie de la prise du pouvoir : unité renforcée et clarifiée à travers les luttes, rapport de forces constamment amélioré pour le mouvement révolutionnaire par la manière même dont sont conduites ces luttes, usage de la légalité contre le gouvernement chaque fois que faire se peut, et finalement, effondrement du régime devant une crise sociale et idéologique généralisée ou bien victoire électorale ouvrant la voie à une intensification de la lutte des classes, telles sont les étapes que l'on peut aujourd'hui imaginer et en fonction desquelles l'action doit être organisée.

— La forme des luttes.

Cette perspective politique doit être immédiatement traduite dans la pratique des luttes. Elle suppose le dépassement du gauchisme, c'est-à-dire de toute action mi-

norisante non liée à une stratégie d'ensemble.

Elle suppose aussi que le P.S.U. redécouvre une large capacité d'initiative tactique, menant des actions communes et passant des compromis tactiques avec des forces non révolutionnaires chaque fois que cela peut contribuer à améliorer le rapport des forces en notre faveur.

Elle suppose également que le Parti se donne la capacité d'intervenir dans des luttes, souvent longues et dures, qui se développent sur le front de la production. Il faut pour cela :

- analyser correctement dans quelles conditions se déroulent les conflits et avancer des propositions concrètes qui permettent à l'action d'exprimer, dans l'axe du contrôle ouvrier, la totalité de la révolte des travailleurs, notamment des jeunes ;
- lutter contre les dangers d'enlèvement et d'acceptation par certains syndicats de

compromis démobilitateurs, et pousser à l'autogestion des luttes par les travailleurs eux-mêmes ;

- organiser le soutien politique et matériel des grévistes.

Ces interventions, loin de s'enfermer dans les limites étroites d'un travail para-syndical, peuvent aujourd'hui déboucher sur une explication politique globale comportant la mise en cause du pouvoir étatique de la bourgeoisie.

Dans cette perspective, il importe de poser correctement le problème de nos rapports avec les éléments non intégrés du mouvement syndical.

La tâche prioritaire n'est pas de suppléer, souvent provisoirement d'ailleurs, à la cadence des syndicats mais d'engager un travail directement politique rendu possible par l'élévation du niveau de prise de conscience des travailleurs. Rejetant la formule

des actions symboliques et inefficaces genre grève de 24 heures, ceux-ci engagent des luttes localisées mais suffisamment énergiques pour imposer aux patrons des compromis significatifs quoique limités. Ils perçoivent d'autant plus clairement la nécessité d'un affrontement global, sur une base crédible, avec le pouvoir d'Etat de la bourgeoisie, et attendent d'une force politique révolutionnaire plus et autre chose que du syndicalisme rénové.

Cette perspective nous impose de savoir travailler avec les militants syndicalistes dont l'intervention (autogestion des luttes mise en avant, objectifs de contrôle...) est suffisamment cohérente avec notre ligne d'action, et dont l'influence est croissante au sein de la C.F.D.T.

Enfin cette perspective politique exige un approfondissement théorique et programmatique qui sera l'enjeu du 8° Congrès en même temps que la tâche majeure de toute l'année prochaine.

• Pour une stratégie internationale du PSU

Texte présenté par le Bureau national

INTRODUCTION

Le Conseil national sur les problèmes internationaux est la première occasion d'une réflexion collective du Parti sur l'ensemble des problèmes internationaux. Cela ne l'a pas empêché jusqu'ici d'avoir une action dans ce domaine, et le Conseil ne règlera pas tous les problèmes. Pourtant, et malgré les difficultés que présente une large mobilisation des militants sur ce type de problèmes, et le risque de voir le débat limité à une querelle d'experts, il est nécessaire de faire une analyse globale de la situation internationale avec un triple objectif :

- Préciser les conditions et les modes d'action du Parti face à un événement international ;
- Assurer la cohérence entre la réflexion et l'action dans tous les secteurs : il n'y a pas indépendance entre les problèmes qui se posent dans les entreprises, l'agriculture avec l'enseignement et l'action internationale : il est nécessaire que l'intervention dans tous les domaines résulte d'une analyse parfaitement cohérente ;
- Déterminer, en fonction des rapports entre Etats dans l'ensemble du monde, et des expériences qui ont pu être faites dans d'autres pays, la stratégie que l'on peut concevoir pour évoluer vers le socialisme.

I. LES CARACTÉRISTIQUES DE LA PÉRIODE ACTUELLE

A - Les mécanismes de l'impérialisme.

1° Les lois économiques : la baisse tendancielle du taux de profit entraînerait, si aucun élément nouveau n'intervenait dans une économie en autarcie, la diminution du profit et à terme l'asphyxie du capitalisme. Deux éléments permettront normalement aux entreprises de reprendre vigueur : l'un est l'innovation technologique, l'autre la recherche de régions où le taux de profit demeure très élevé.

2° L'impérialisme est la traduction du capitalisme dans les relations internationales.

De même que l'exploitation des travailleurs est la traduction du système capitaliste dans le cadre de l'entreprise, l'impérialisme est la façon dont le capitalisme se traduit dans les rapports entre Etats : les entreprises des pays les plus puissants imposent aux autres des échanges dans lesquels les produits exportés par les pays sous-développés sont achetés au-dessous de leur valeur, les produits les plus éla-

borés sont vendus au-dessus de leur valeur, et l'inégalité ne fait que s'aggraver.

3° Il n'y a pas de limite globale au champ d'action de l'impérialisme en général, mais la sphère d'influence de chaque pays impérialiste se trouve limitée quand il se heurte aux intérêts d'un autre impérialisme. Jusqu'à une époque récente, cette opposition entre deux impérialismes ne pouvait qu'aboutir à un conflit armé.

B - L'application de ces mécanismes.

Après la deuxième guerre mondiale, et profitant de l'effondrement des empires français, britanniques, japonais, allemand, l'impérialisme américain s'est développé de façon extrêmement rapide et étendue, limité seulement par l'existence des pays « communistes ».

1° Les bases de cette implantation américaine ont été dans certaines zones d'ordre essentiellement stratégique : après 1945, les Etats-Unis ont installé, autour du territoire de l'U.R.S.S., puis de la Chine, toute une série de bases aériennes et un réseau radar aussi proches que possible des frontières, pour être toujours en mesure de faire un chantage à l'agression nucléaire dans les plus brefs délais. Le maintien de ces bases supposait des gouvernements dociles, et l'impérialisme économique s'installait, plus ou moins fortement, dans le sillage de la présence militaire et de la subordination politique.

2° Dans d'autres zones (et c'est le cas en particulier de l'Europe occidentale) les entreprises d'origine américaine se sont implantées en profitant notamment de l'ouverture du marché permis par la suppression des barrières douanières dans le cadre du Marché commun, et en profitant aussi de l'hégémonie du dollar et des possibilités offertes par les mécanismes de l'euro-dollar (le développement des firmes américaines en Europe étant alors financé par des capitaux européens).

II. L'ÉVOLUTION DU RAPPORT DES FORCES A L'ÉCHELLE MONDIALE

A - Les données fondamentales de l'équilibre international actuel.

1° L'élément majeur des 25 dernières années a été l'existence de deux blocs qui se sont affrontés au cours de la « guerre froide » et qui ont fini par devenir complices contre tous ceux qui menaçaient l'équilibre auquel ils sont parvenus entrés eux.

a) L'impérialisme américain :

— ses fondements sont à la fois militaires (alliance atlantique, SEATO pour l'Asie du Sud-Est, traité dit de l'ANZUS pour l'Océanie), économiques (essentiellement en

Europe et en Amérique Latine, moins en Asie et en Afrique) et culturels (développement d'un modèle de civilisation, propagande, rôle de la C.I.A., de la télévision) ; — ses rapports avec les impérialismes secondaires (essentiellement britannique et français) sont complexes : les impérialismes secondaires conservent leur zone d'influence, peu à peu grignotée sur le plan économique par le géant américain, ils peuvent même avoir des conflits entre eux (cas du Biafra) mais à la condition de ne pas menacer les intérêts de l'empire américain ou l'équilibre Etats-Unis/U.R.S.S. (cas de Suez).

b) L'U.R.S.S. et ses rapports avec les pays de l'Est : quelle que soit l'analyse que l'on fait de l'évolution intérieure de l'U.R.S.S., quelle que soit l'importance de l'aide qu'elle apporte aux combattants vietnamiens ou à Cuba, l'élément essentiel de ces dernières années est que l'U.R.S.S. est devenue un élément essentiel du maintien de la situation internationale actuel et de lutte contre tout ce qui peut menacer l'ordre international établi : en cela, elle est devenue une redoutable force de conservatisme. Quelle que soit l'analyse qu'on fait des relations entre l'U.R.S.S. et les démocraties populaires, ce sont des rapports qui empêchent le libre choix des peuples de ces pays vers le type de société qu'ils veulent construire : en cela, elle a cessé d'être un espoir pour ceux qui veulent évoluer vers le socialisme.

2° Impossibilité d'un conflit armé entre les deux grandes puissances :

a) L'équilibre de la terreur : les armes sont d'une nature et d'une puissance telles qu'un conflit ferait disparaître toute forme de vie ;

b) Les mécanismes de la dissuasion sont tels que, depuis la crise des fusées à Cuba, en 1962, les 2 Grands s'emploient immédiatement à stopper net tout conflit qui risquerait de conduire à une crise nucléaire ;

c) Conséquences de l'équilibre de la terreur :

— possibilité pour chaque Grand d'intervenir militairement pour assurer son autorité dans sa propre zone sans que l'autre réagisse ;

— complicité au moins passive pour écraser tous ceux qui pourraient menacer le statu quo (Palestiniens, Bengalis, en mars 1971, etc.) ;

— le problème de la lutte armée ne se pose plus du tout dans les mêmes termes qu'avant 1962 : si le rapport de forces n'est pas calculé avec précision, on risque d'aboutir uniquement à un massacre inutile.

d) L'organisation de l'équilibre depuis 1962 : « Téléphone rouge », négociations sur la limitation des armements stratégiques (SALT) traité de Moscou interdisant les expériences nucléaires, traité de non-prolifération des armes nucléaires, accord sur Berlin, Conférence Européenne de Sécurité.

3° Persistance d'impérialismes secondaires : c'est essentiellement le fait de la France (Afrique, Madagascar, Antilles, Nouvelle-Calédonie), de la Grande-Bretagne (Moyen-Orient, Inde, Pakistan, Afrique), mais de plus en plus de l'Allemagne (Amérique Latine, Afrique) et du Japon (Asie).

4° Les conclusions à tirer de cette analyse de l'équilibre international :

a) Pour la première fois des pays sont en mesure d'avoir une stratégie mondiale, prenant en compte tout ce qui peut se passer dans n'importe quel point du globe, et de l'appliquer rigoureusement ;

b) Impossibilité de l'autarcie : le développement des moyens d'information, la volonté naturelle de toute population de vivre dans les conditions matérielles les plus favorables, s'opposent à une stagnation ou une diminution de la production à long terme. Sur ce point le Conseil National sera appelé à confirmer la Thèse XVII de Dijon ;

c) Problème de la lutte armée : contrairement à ce qu'on a pu croire avant la crise des fusées à Cuba, en 1962, il ne semble pas que le régime capitaliste puisse être renversé par le déclenchement de plusieurs conflits révolutionnaires (« vingt Vietnam ») soutenus par l'intervention d'une grande puissance. Aujourd'hui, les chances de la lutte armée ne peuvent être appréciées qu'en fonction du rapport de forces à un endroit donné et à un moment donné ;

d) Certains pays se trouvent à un point de l'échiquier entre les deux Grands, qui leur permet de modifier leur situation interne (c'est le cas par exemple du Bangladesh), il est pourtant certain que ces pays ne peuvent pas avoir une évolution correspondant réellement à la volonté de transformation des travailleurs : cette évolution est étroitement tributaire du rapport de forces entre les deux Grands et elle ne peut se modifier que si la stratégie entre les deux blocs le permet ;

e) Une évolution véritable vers le socialisme n'est concevable que dans un pays ou un ensemble de pays ayant une taille et une puissance suffisantes pour résister à la pression des Grands. Les autres cas, ou bien l'expérience se fait de façon relativement autonome et elle a peu de chances de réussir totalement, le système

auquel on aboutit restant très largement dépendant des lois du marché capitaliste, ou bien elle se fait avec le soutien plus ou moins visible d'une autre puissance et l'évolution du pays reflète beaucoup plus les orientations « suggérées » par le tuteur que l'expression de la volonté des travailleurs. Il est bien certain que dans chaque pays, la prise du pouvoir ne peut se faire que sur le plan national; mais le pays où la rupture s'est faite reste isolé, on pourra au mieux s'acheminer vers une transformation du rapport des forces favorisant une évolution ultérieure vers le socialisme.

B - Les principaux éléments susceptibles de modifier les données de l'équilibre :

1° Le recul de l'impérialisme américain et ses limites, les échecs que subit l'empire américain sont considérables.

a) La présence américaine est en recul : au Vietnam et à Taïwan; en Europe (accord sur Berlin, mise en cause de l'O.T.A.N.); en Amérique Latine (Chili contre I.T.T.);

b) Dans le domaine économique : la crise du dollar est une défaite pour les Etats-Unis, en même temps qu'elle fait apparaître les faiblesses du système capitaliste sur le plan international;

c) Remise en cause du mode de vie engendré par le système capitaliste : accroissement du nombre des marginaux et phénomènes exprimant un refus de la société (drogue, alcoolisme). Rapports du M.I.T. (repris par Mansholt) et du Ministère de l'Intérieur américain.

2° Les limites de ce recul sont aussi apparentes :

a) Les nouvelles armes rendent inutiles les bases avancées autour de l'U.R.S.S. et de la Chine; le retrait militaire américain n'entraîne pas l'affaiblissement stratégique des Etats-Unis;

b) Dans certains secteurs (Extrême-Orient, Afrique), les implantations économiques et financières américaines étaient relativement peu importantes; elles ne disparaîtront pas avec le repli de la présence américaine. Au contraire, les Etats-Unis s'efforcent de mettre en place des régimes à leur dévotion qui protègent les intérêts américains et surtout le régime capitaliste en général (soutien au gouvernement japonais par exemple);

c) Développement d'un impérialisme culturel américain (films, avance technique et scientifique, mode d'organisation du travail et mode de vie, etc.).

3° L'apparition de nouveaux pôles :

a) La Chine : d'après les déclarations officielles du gouvernement chinois, la R.P.C. refuse de mener une politique de grande puissance. Dans la pratique, les choses sont moins nettes (cas du Bangla Desh). De toute façon, l'apparition de la Chine modifie les règles du jeu en introduisant un élément nouveau, bien que largement inconnu, dans les relations entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S.

Mais la Chine n'a ni les moyens ni sans doute la volonté d'intervenir directement pour soutenir dans un pays une révolution qui n'aurait pas prouvé sa réalité et sa vigueur par ses propres forces;

b) Le Japon : il est appelé à combler en Extrême-Orient, avec l'appui du gouvernement américain, le vide laissé par le retrait prévisible des Etats-Unis;

c) L'Europe : le Marché Commun a eu pour objet de permettre le développement de très grandes entreprises en Europe. La construction européenne traduit actuellement un conflit entre plusieurs types de capitalisme.

L'apparition de structures supranationales ayant de véritables pouvoirs de décision signifierait la victoire d'un type de capitalisme sur les autres; elle apporterait une inconnue supplémentaire dans les relations entre grandes puissances. L'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun va sans doute jouer un grand rôle dans cette évolution.

4° Développement des firmes multinationales :

a) Firmes internationales et firmes nationales : jusque vers 1960, il existait des firmes ayant des filiales à l'étranger, mais pour l'essentiel, leurs intérêts restaient dans un pays (le plus souvent les Etats-Unis) et leur stratégie se déterminait en

fonction de leur développement dans ce pays.

De plus en plus au contraire se développent des firmes dont les intérêts à l'étranger sont supérieurs ou égaux à leurs intérêts métropolitains et leur stratégie reflète les intérêts mondiaux de la firme, éventuellement contre ceux de leur pays d'origine. Pour ces firmes, le profit résulte plus de l'utilisation d'une situation de monopole que de l'exploitation du travail;

b) Déclin du pouvoir des Etats : face à ces grands trusts, les gouvernements sont de moins en moins capables de s'affirmer et à la limite, les structures étatiques pourraient se limiter à ce qui est strictement nécessaire pour que subsiste l'économie de profit (contrôle de l'éducation de l'information, et des instruments de répression).

Face à cette tendance, se trouve une tentative de renforcement des pouvoirs (surtout répressifs) des gouvernements nationaux, traduisant la crainte des petites entreprises menacées par la concurrence des grands trusts et qui cherchent une protection que chaque gouvernement leur accorde pour des raisons électorales. Il y a là une source de tensions, de contradictions, de conflits entre plusieurs types de capitalisme.

5° Les conséquences prévisibles de ces transformations :

a) Accélération des mutations dans chaque zone géographique :

— la concentration des entreprises et la « rationalisation » de la production entraîne un appauvrissement accéléré des pays et des régions les moins favorisés;

— vastes migrations de travailleurs de l'Afrique et du Moyen-Orient vers les régions les plus pauvres d'Europe (Italie du Sud, Sud de la France) et migrations à travers l'Europe des zones les moins favorisées vers les plus industrialisées;

b) Dans chaque zone, la puissance dominante devra d'abord assurer son autorité : au Japon, où l'introduction d'intérêts étrangers est trop faible pour que les centres de décision soient modifiés, le pouvoir est maintenu sur une base nationale. En Europe, c'est aujourd'hui même que se règle le conflit entre un capitalisme « européen » dont les intérêts seraient défendus par des structures supranationales, et un capitalisme déjà a-national que des institutions européennes gêneraient. Il est difficile actuellement d'en prévoir l'issue;

c) Aggravation des refus, et des révoltes : aussi bien dans les pays sur-exploités d'Afrique, d'Orient, ou d'Amérique Latine que dans les zones les plus défavorisées des pays industriels, et aux Etats-Unis mêmes, les contradictions ne feront que s'accroître;

d) En introduisant des possibilités de conflits multiformes entre les différents centres de décision, l'apparition de nouveaux pôles de puissance (Chine, Japon, Europe Occidentale), devrait faciliter la mise en cause de l'ordre établi. Le grand problème est que, là où les contradictions seront le plus durement ressenties, et où elles peuvent donner naissance à de violentes tentatives de changement, il n'existe pas les moyens matériels de traduire cette révolte en révolution, c'est-à-dire en une transformation consciente et cohérente des structures de la société.

e) Développement et ambiguïté du nationalisme :

— Le refus de l'impérialisme, le refus du type de société qu'engendre le dévelop-

pement du capitalisme se manifestent très fréquemment au travers de luttes opposant à ce modèle d'évolution la défense de particularités nationales. C'est une forme de conflit qui a de fortes chances de se développer dans l'avenir et d'être parmi les obstacles majeurs au développement de l'ordre capitaliste;

— Ces réactions nationalistes sont ambiguës et dangereuses, dans la mesure où elles contiennent des germes de poujadisme, de fascisme. Mais elles doivent être soutenues dans la limite où elles contribuent à faire prendre conscience des mécanismes capitalistes.

III. LES TACHES INTERNATIONALES DU PARTI

A - Les luttes contre l'impérialisme.

Il s'agit des réactions défensives contre l'impérialisme en général, mais dans celles de ses manifestations où les militants ne peuvent avoir aucune intervention directe. La seule possibilité est une solidarité qui implique la prise en charge politique, c'est-à-dire l'explication politique des mécanismes impérialistes.

1° La solidarité doit d'abord aller aux peuples du Vietnam, du Cambodge et du Laos qui mènent depuis des années une guerre héroïque contre les Etats-Unis pour défendre leur droit de choisir le lien de société qu'ils souhaitent. Ils montrent l'exemple admirable de ce que doit être l'appréciation d'un rapport de forces et d'un sens politique prodigieux qui leur permet de préserver l'indépendance de leur révolution par rapport aux grandes puissances qui les soutiennent.

2° Pour ce qui concerne les mouvements en lutte contre une puissance colonialiste ou un régime aux ordres d'une puissance étrangère, le soutien leur est acquis dans la mesure où ils remettent en cause l'impérialisme (et pas seulement l'occupation étrangère) et où ils représentent réellement les luttes des travailleurs du pays;

3° Pour ce qui est des mouvements des pays qui tentent de rompre avec le capitalisme pour permettre d'évoluer vers le socialisme :

— soutien inconditionnel dans leur lutte contre l'impérialisme : et ce soutien est prioritaire, c'est-à-dire que c'est lui qui doit être privilégié chaque fois que le gouvernement est menacé par les forces conservatrices;

— soutien critique pour les mesures qu'il prend sur le plan intérieur.

B - Les luttes contre l'impérialisme français.

Il s'agit des luttes offensives où l'action des militants peut avoir une influence directe sur l'évolution de la situation :

— mêmes principes que pour la lutte contre l'impérialisme en général. En outre, on laisse à chaque mouvement, dès lors qu'il est représentatif des luttes des travailleurs, le choix de sa plate-forme de revendications et de la tactique qu'il se donne à un moment;

— les formes de lutte : explication politique et mobilisation en particulier dans les entreprises qui représentent cet impérialisme.

C - La coordination des luttes en Europe.

Il s'agit, là encore, de luttes offensives qui posent trois problèmes essentiels :

1. Il est important que l'Europe puisse dès à présent conserver les moyens techniques, scientifiques, de surmonter un jour, si c'est nécessaire une rupture technique ou technologique avec l'extérieur. Cela veut dire que si par exemple, toutes les sources d'énergie se trouvaient aux Etats-Unis ce ne serait pas la peine de parler de révolution.

C'est une question très délicate : cela ne veut pas dire qu'il faut se battre tous azimuts et comme de Gaulle contre tout ce qui vient des Etats-Unis. Cela veut dire qu'il faut dès maintenant faire l'inventaire de ce qui est vital (énergie par exemple, et en particulier énergie atomique - informatique) et se battre non pas pour conserver l'indépendance française ou européenne dans ce secteur, mais pour garder en Europe les moyens d'échapper à un chantage économique dans l'hypothèse où se produirait quelque part une rupture avec le capitalisme.

Une contrepartie : avoir présent à l'esprit le danger de conserver le modèle de développement capitaliste. Savoir que l'un des éléments majeurs est de donner la priorité aux décisions politiques par rapport aux nécessités du développement économique et qu'il faut se donner les moyens d'imposer cette priorité.

2. L'existence, la nature, la puissance d'institutions multinationales dans une Europe capitaliste ne sont pas du tout indifférentes. Dès maintenant, elles ont une influence considérable non seulement sur le mode de vie des travailleurs européens, mais sur leurs possibilités de lutte.

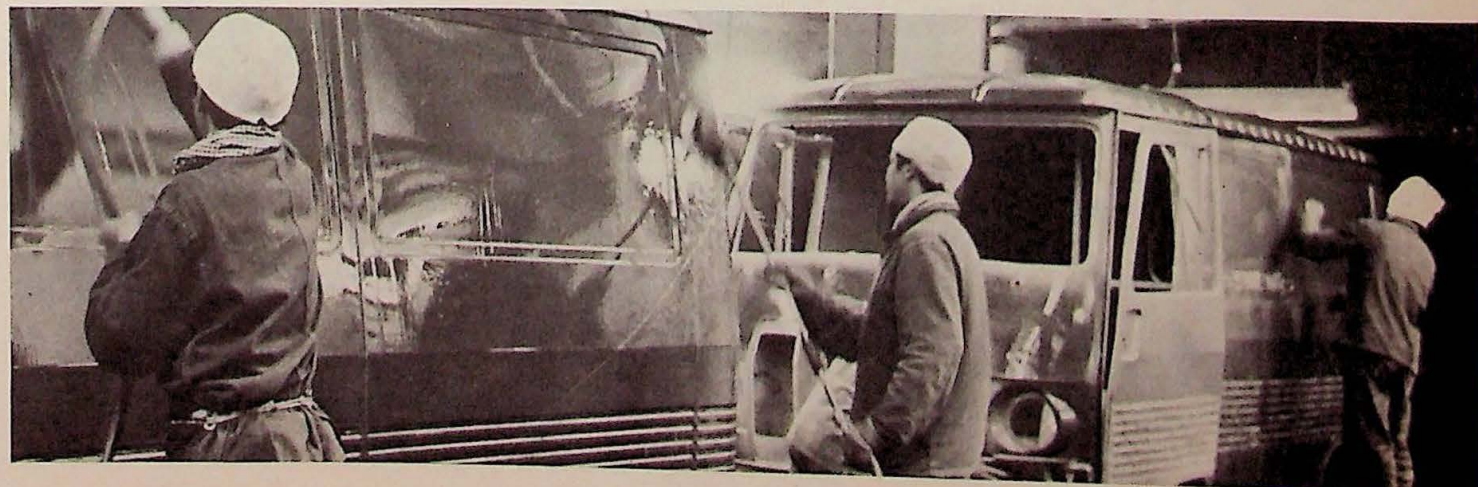
Dans une situation où l'un des pays européens pourraient rompre avec le régime capitaliste, les institutions multinationales pourraient être une entrave ou une aide : l'existence d'un contrôle des changes, la possibilité de décisions à la majorité, etc., tout cela peut favoriser ou gêner.

Dès maintenant, il faut examiner chaque nouveau pas dans ce domaine et prendre position en fonction de l'intérêt qu'il présente dans l'hypothèse d'une rupture avec le capitalisme, ou des possibilités qu'il donnerait à ceux qui s'opposeraient à cette évolution.

3. Solidarité de tous les travailleurs vivant en Europe :

Il n'est pas du tout assuré que l'aggravation des contradictions, des conflits, des oppositions, des refus de la société telle qu'elle évolue doive aboutir nécessairement à une révolution socialiste. C'est un pari, et un pari qu'on n'a pas le droit de faire, parce que l'autre possibilité, c'est l'apparition d'un système où l'expression d'une opposition cohérente capable de substituer à la société capitaliste une autre forme d'organisation des rapports entre les hommes soit complètement impossible; un système où le refus de supporter une évolution trop rapide se traduit par des révoltes marginales, sans capacité de transformation.

La tâche primordiale c'est donc de lutter contre ce qui risque d'entraîner cette évolution irréversible et de créer dès maintenant à la fois les conditions d'une riposte organisée et coordonnée aux stratégies du capitalisme et de préparer, en permettant l'apparition d'une véritable solidarité entre tous les travailleurs vivant en Europe, les conditions d'un soutien aussi large que possible dans le cas où une rupture avec le capitalisme se ferait dans un des pays d'Europe Occidentale.



● Pour une pratique internationale effective

Texte présenté par

Ancel	Fontes
Barjonet	Fremaux
Behar	Frevaque
Boedard	Froge
Brosse	Hugard
Bucas	Lambert
Carette	Leclerc
Caro	Praxelle
Colin	Peurière
Dalbert	Tanguy
Dolias	Teisseire

Le Conseil National doit se proposer un double objectif :

— dresser le bilan des leçons que nous pouvons tirer, pour notre propre action, de l'expérience historique du mouvement ouvrier international ;

— définir sur le plan politique comme sur le plan de l'organisation les bases d'une pratique effective du parti dans le domaine international : sur quels fronts, sur quelles bases politiques, avec quels partenaires, avec quelles formes d'organisation ?

Le Conseil National doit éviter deux écueils :

— retomber dans les ornières du passé. Jusqu'à présent sa politique internationale a présenté un double aspect : participation au coup par coup à diverses manifestations, sans que cette participation relève d'une orientation générale définie à l'avance ; dans l'ambiguïté la plus totale et sans que le parti dans son ensemble soit associé aux décisions ;

— se transformer en un débat abstrait réservé à une minorité de spécialistes. Il doit jeter les bases d'une pratique effective, autrement dit fixer un petit nombre d'axes d'intervention concrets susceptibles d'être pris en charge par le parti tout entier.

A - Les leçons de l'expérience historique du mouvement ouvrier international

En premier lieu, il nous faut réagir contre ce nouveau chauvinisme selon lequel les révolutionnaires des pays capitalistes avancés n'auraient rien à apprendre des expériences révolutionnaires tentées dans d'autres conditions, dans des pays dits sous-développés, agricoles, arriérés comme le Vietnam, la Chine, etc. En réalité, il existe un système capitaliste mondial, dont l'unité se traduit par l'existence d'un marché mondial relativement unifié. Par suite les mouvements révolutionnaires du monde combattent le même ennemi — la bourgeoisie internationale, ses serviteurs et ses complices — utilisent le même instrument d'analyse et le même guide pour l'action — la théorie marxiste-léniniste — et se proposent le même but final : la construction du communisme.

Dès lors, si aucune des expériences tentées ailleurs ne peut être transposée en France de façon mécanique, chacune d'entre elles comporte des enseignements, positifs ou négatifs qui sont valables pour l'ensemble du mouvement révolutionnaire mondial et que nous devons savoir dégaucher.

Nous devons donc, parmi les expériences en cours, repérer et analyser celles qui présentent pour nous une importance particulière, compte tenu de nos problèmes actuels et de nos luttes actuelles.

EN PREMIER LIEU, nous discutons depuis plusieurs années du problème de la stratégie et des voies et méthodes capables de conduire à la prise du pouvoir. De ce point de vue deux cas sont à étudier :

— le cas du Chili, pays sous-développé

où les tâches actuelles de la révolution sont d'ordre démocratique (réforme agraire) et national (lutte contre le capital étranger). C'est dans cette perspective que l'œuvre du gouvernement Allende a présenté certains aspects positifs, et que le M.I.R. a été amené à lui accorder au départ un soutien critique. Mais en France ce qui est à l'ordre du jour, c'est la révolution socialiste : nous proposer des exemples chiliens, nous demander de devenir le M.I.R. français, c'est confondre deux étapes de la révolution.

En revanche, sur d'autres points, l'expérience chilienne nous donne des leçons d'ordre général : elle illustre les impasses auxquelles conduisent le respect de la légalité bourgeoise, le refus de prendre appui sur le mouvement autonome des masses, le refus de transformer, au-delà des rapports de propriété, l'organisation de travail et les rapports sociaux ; elle prouve la faillite de la « voie pacifique ».

— Le cas de l'Irlande démontre que le recours à la lutte armée, la guérilla urbaine, etc., ne sont pas des formes de lutte réservées aux pays sous-développés et « arriérés » du Tiers Monde. Elles peuvent très bien se révéler à la fois nécessaires et possibles dans un pays qui appartient au bloc des pays capitalistes avancés.

Certes, la situation en Irlande présente de nombreux caractères originaux, mais on trouverait sans peine en France comme en Europe des situations voisines, en particulier là où existent des minorités nationales opprimées : c'est déjà le cas au pays basque, c'est aussi sur de nombreux points, le cas de la Bretagne, historiquement et géographiquement proche de l'Irlande.

EN SECOND LIEU, nous discutons du problème du programme et de la transition vers le communisme. De ce point de vue quatre cas nous intéressent plus particulièrement :

1. Le cas de l'U.R.S.S. Nous devons préciser les raisons pour lesquelles nous refusons le modèle soviétique, et distinguer nos critiques d'une critique de droite exclusivement inspirée par la défense de la démocratie bourgeoise.

En U.R.S.S. la propriété privée des moyens de production a été abolie, mais il s'agit d'une transformation juridique et formelle. Les rapports de production concrets — division d'organisation du travail, hiérarchie dans l'entreprise, etc. — n'ont pas été changés.

Dès lors, le refus de transformer la division et l'organisation capitalistes du travail, le refus de s'attaquer à la séparation entre travail manuel et travail intellectuel, tâches d'exécution et tâches de contrôle ; la primauté accordée à une croissance économique exclusivement considérée sous l'angle quantitatif ; l'utilisation des stimulants individuels et des méthodes capitalistes d'encouragement à la productivité ; le recours à l'idéologie bourgeoise ; le remplacement de la lutte politique contre les opposants par la répression administrative et policière ; la concentration du pouvoir entre les mains d'un parti coupé des masses ; tous ces facteurs entraînent la reconstitution d'une classe privilégiée qui, contrôlant l'appareil d'Etat et la direction des entreprises nationalisées, dispose effectivement des moyens de production et en profite pour exploiter les travailleurs. Cette nouvelle classe exerce toutes les fonctions de la bourgeoisie : elle décide de l'intensité de l'exploitation de la répartition du produit, du rythme et des priorités de l'accumulation, etc. Certes, il s'agit d'une bourgeoisie de type nouveau, administrative et technocratique. Mais nous n'en assistons pas moins en U.R.S.S. à un processus de restauration progressive du

capitalisme, dont les réformes de 1965 — autonomie accrue des entreprises, retour au critère du profit — ont marqué une étape importante.

Nous devons être particulièrement nets sur ce point pour marquer que notre opposition au P.C.F. porte non seulement sur la stratégie et la tactique de la conquête du pouvoir, mais surtout sur la nature même de la société à construire.

— Le cas de la Tchécoslovaquie. Nous avons à démystifier le « printemps de Prague » et le « socialisme à visage humain ». Nous condamnons tous le régime d'exploitation et d'oppression des Novotny et des Husak ; mais ce que nous approuvons dans l'expérience tchécoslovaque de 1968, ce n'est pas le révisionisme libéral de Dubcek sur le plan politique et d'Ota Sik sur le plan économique, c'est le mouvement autonome des conseils-ouvriers tchécoslovaques.

— Le cas de la Yougoslavie. L'expérience yougoslave a pour nous une importance cruciale, à l'heure où nombre de camarades mettent en avant le thème de l'autogestion. Elle démontre les insuffisances de cette notion : si la gestion des entreprises yougoslaves a été confiée à des « conseils ouvriers », la division et l'organisation capitalistes du travail ont été conservées ; la hiérarchie a été maintenue, le cadre de l'entreprise a été respecté ; le parti a gardé le monopole des décisions politiques à l'échelle nationale. Enfin pour contraindre les entreprises autogérées à augmenter leur « productivité », les lois du marché et le critère de la rentabilité ont été rétablis.

Du même coup sont réapparus les traits caractéristiques du capitalisme : inégalités croissantes entre branches et entre régions, différenciation grandissante des revenus, concurrence effrénée, gaspillages, chômage, émigration. Le système yougoslave est devenu aujourd'hui un système capitaliste à base de coopératives ouvrières, dans lesquelles ce sont les cadres et les techniciens qui dominent.

L'autogestion telle qu'on nous la présente, c'est simplement l'introduction de la démocratie parlementaire à l'usine : elle laisse intacts les rapports de production fondamentaux du capitalisme.

— Le cas de la Chine. La Révolution Culturelle Chinoise constitue un des apports les plus précieux concernant la construction du communisme.

Cet apport porte autant sur les leçons théoriques que sur les applications pratiques qui leur sont liées. Les principaux enseignements que nous pouvons en retirer pour l'élaboration de notre programme portent sur les efforts accomplis en Chine vers :

- la transformation radicale des rapports sociaux à la campagne au travers des communes populaires ;
- la suppression des stimulants individuels et des salaires au rendement, la primauté de la politique sur l'économie ;
- la participation des cadres au travail manuel, l'abolition progressive de la hiérarchie ;
- la réduction progressive des écarts de salaire entre ouvriers et cadres ;
- la gestion des entreprises par les travailleurs dans le cadre des communes, ou leur participation à cette gestion dans le cas des entreprises d'importance nationale ;
- la transformation radicale de l'Ecole assurant la fusion entre l'enseignement et le travail productif ;
- une nouvelle conception du rapport entre le Parti et les masses, impliquant l'intervention permanente des masses dans la vie du parti.

A cet égard la Révolution Culturelle a pour l'ensemble du mouvement révolutionnaire mondial une importance décisive et

l'attitude par rapport à la Révolution Culturelle constitue au sein de ce mouvement une ligne de démarcation fondamentale, puisqu'elle porte sur la conception même de la société communiste à construire.

B) Pour une pratique internationale effective.

Pourquoi cette pratique internationale est-elle nécessaire ?

L'internationalisme n'est pas seulement pour nous une exigence morale de solidarité avec les exploités et les opprimés du monde entier. La coordination des luttes à l'échelle internationale est une condition nécessaire de notre victoire en France même.

Certes nous refusons l'idée selon laquelle l'enchevêtrement des économies capitalistes nous interdirait de faire la révolution en France avant le succès de la révolution en Europe ou même aux Etats-Unis, et nous réaffirmons qu'il est possible de conquérir le pouvoir et d'entreprendre la construction du communisme dans le cadre national. Mais la construction du communisme suppose la rupture avec le marché mondial et cette rupture est d'autant plus facile que plusieurs pays l'accomplissent ensemble et peuvent ensuite s'entraider dans l'égalité.

D'autre part l'encercllement capitaliste implique que la dictature du prolétariat conserve, certes sous des formes très différentes, certaines des fonctions traditionnelles de l'Etat : la diplomatie, l'organisation de la défense. Dans la mesure où le communisme intégral suppose le dépérissement total de l'Etat ; sa construction ne peut être achevée qu'à l'échelle du monde entier.

Sur quelles bases politiques fonder cette pratique internationale ?

a) Analyse de la période.

Avec l'impérialisme, le capitalisme est entré dans son stade suprême. Certes, il peut encore connaître des équilibres provisoires ou même quelques sursauts, mais il ne connaîtra pas de renaissance, de transformation lui ouvrant la perspective d'un avenir illimité. C'est pourquoi d'un point de vue stratégique et quelle que soit sa durée, la période historique où nous sommes entrés est une période révolutionnaire ;

b) Les principales contradictions du monde contemporain.

Le monde contemporain comprend trois types de contradictions :

- contradictions entre le camp de l'impérialisme et le camp de la révolution ;
- contradictions intérieures au camp de l'impérialisme ;
- contradictions intérieures au camp de la révolution.

La contradiction entre le camp de l'impérialisme et celui de la révolution est la contradiction principale.

Le camp de l'impérialisme comprend d'une part les bourgeoisies des grandes métropoles impérialistes — U.S.A., Europe, Japon — et les bourgeoisies compradorees qui sont les serviteurs de l'impérialisme dans les pays dominés.

D'autre part, on distingue ordinairement dans le camp de la révolution la classe ouvrière des pays capitalistes ; les pays socialistes et, enfin, les peuples opprimés. L'U.R.S.S. et les démocraties populaires sont souvent présentés comme des pays socialistes, qui feraient par conséquent partie du camp de la révolution. En réalité, nous avons caractérisé l'évolution intérieure de l'U.R.S.S. comme un processus de restauration du capitalisme. Ce processus

s'accompagne tout naturellement d'une transformation de la politique extérieure soviétique.

— Par rapport aux démocraties populaires, cette politique a connu depuis 1945 plusieurs formes : sur le plan économique, aux prélèvements directs sur la production des démocraties populaires ont succédé les tentatives pour imposer dans le Comecon une spécialisation et une division internationale du travail conforme aux intérêts soviétiques et un commerce aux prix fixés par le marché mondial, caractérisé par l'échange inégal. Sur le plan politique à la tutelle directe a succédé un libéralisme relatif dont l'invasion de la Tchécoslovaquie et les menaces qui pèsent sur la Roumanie ont clairement montré les étroites limites. Les rapports entre l'U.R.S.S. et les démocraties populaires sont donc comparables à des rapports coloniaux puis néo-coloniaux.

— L'U.R.S.S. tient une partie importante de son rayonnement international de sa réputation de pays socialiste. Pour conserver cette réputation, l'U.R.S.S. continue de soutenir certains pays — Cuba hier, le Vietnam aujourd'hui — victimes de l'agression impérialiste américaine. Ce soutien ne devient important que si la lutte est conforme aux desseins de la diplomatie soviétique. Plus généralement, il est calculé de telle façon que s'il permet à ces pays de ne pas succomber, il est insuffisant pour leur permettre de vaincre.

— C'est qu'en fait, sous couvert de coexistence pacifique, l'U.R.S.S. tente depuis plusieurs années de conclure avec l'impérialisme américain un accord sur le partage du monde en zones d'influences. Cette politique implique le maintien de l'ordre établi, en collaboration parfois ouverte avec l'impérialisme américain (Palestine, Cambodge).

Ainsi l'évolution de la nature de classe de l'U.R.S.S. et sa politique extérieure associent de plus en plus étroitement la classe dirigeante de l'U.R.S.S. au camp de l'impérialisme.

Les manifestations de la contradiction principale.

La présence de trois forces principales dans le camp de la révolution entraîne la subdivision de la contradiction centrale entre trois contradictions :

- celle qui oppose les peuples opprimés à l'impérialisme ;
- celle qui oppose les pays socialistes aux pays impérialistes ;
- celle qui oppose la classe ouvrière à la bourgeoisie dans les pays capitalistes. L'antagonisme entre la classe ouvrière et la classe dirigeante de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires relève de cette troisième contradiction.

Ces trois contradictions ne se développent pas au même rythme : à chaque époque l'une d'entre elles joue le rôle de contradiction principale. Au début des années 1960, la contradiction principale opposait les peuples opprimés à l'impérialisme ; le « tiers monde » formait alors le maillon faible de la chaîne impérialiste. C'est de cette situation que sont nées les illusions selon lesquelles la révolution ne pourrait plus venir que des pays du « tiers monde ». Mais aujourd'hui le développement de la révolution dans les pays dominés s'est ralenti pour deux raisons :

- la collaboration de plus en plus active de l'U.R.S.S. au maintien de l'ordre établi (Palestine, Cambodge) ;
- la concentration internationale du capital, et l'établissement du néo-colonialisme, qui entraînent la disparition progressive des bourgeoisies nationales ou plutôt leur transformation en bourgeoisies compradore directement défendantes de l'impérialisme, et qui du même coup affaiblissent temporairement les peuples opprimés.

En revanche, depuis 1968, nous assistons d'une part à la montée des luttes ouvrières et populaires dans les pays capitalistes et dans le bloc soviétique (cf le mai français, l'automne chaud italien, la grève des métallos allemands et celle des mineurs anglais, la lutte des ouvrières de Scieczin et de Gdansk, en Pologne), d'autre part à la consolidation des pays socialistes : l'admirable résistance du Vietnam et des peuples d'Indochine est pour l'impérialisme américain un échec de première grandeur ; ailleurs, la Chine, qui a mené à bien la révolution culturelle et a pu échapper ainsi à la dégénérescence, a remporté d'importants succès avec son entrée à l'O.N.U.

A travers l'inégalité du développement des luttes sur les différents fronts et la stabilisation ou même les reculs temporaires sur certains d'entre eux, on constate donc une **tendance générale au renforcement du camp de la révolution**, confirmée par l'aggravation des contradictions inter-impérialistes.

L'aggravation des contradictions inter-impérialistes.

Dans le bloc capitaliste lui-même, les contradictions deviennent de plus en plus aiguës ; l'illusion selon laquelle les U.S.A. constitueraient un super impérialisme dominant tous les autres est aujourd'hui dissipé, et la crise monétaire révèle clairement la profondeur des antagonismes qui opposent les U.S.A. à l'Europe et au Japon et que nous devons exploiter.

Par ailleurs la coexistence pacifique n'a pas permis de réaliser un partage du monde stable. La persistance des luttes révolutionnaires dans les pays dominés et la pression de pays comme la Chine empêchent ce partage, les deux superpuissances ne parviennent pas non plus à imposer leur loi dans leur bloc respectifs, où des tendances centrifuges de plus en plus fortes se manifestent (cf la politique à l'Est de Brandt, ou l'attitude roumaine).

Contradictions au sein du camp de la révolution.

Le camp de la révolution ne vaincra que s'il est uni, ce qui nous amène au troisième type de contradictions : les **contradictions intérieures au camp de la révolution**.

Entre les trois forces qui constituent le camp de la révolution - classe ouvrière des pays capitalistes et du bloc soviétique, pays socialistes et peuples opprimés, il est inévitable que des contradictions apparaissent et il serait vain de les nier. Les récents événements de Ceylan, du Pakistan et du Soudan ont révélé clairement leur existence, et on pourrait en donner bien d'autres exemples : divisions de la classe ouvrière, survivance dans ses rangs du chauvinisme et du racisme, etc.

Il faut donc chercher à les résoudre de façon correcte :

- Il s'agit de contradictions intérieures au camp de la révolution, qui doivent être surmontées non par les insultes, mais par le débat politique.
- Il faut pour les résoudre tenir compte de deux principes : l'internationalisme prolétarien, et la nécessité de subordonner les intérêts particuliers des luttes locales aux intérêts généraux de la révolution mondiale (cf Lénine - II^e Congrès de l'Internationale).
- Enfin, chaque parti ou mouvement révolutionnaire reste entièrement autonome et maître de ses propres décisions. Aucun parti ne peut prétendre faire de sa politique la ligne générale du mouvement révolutionnaire international : il n'y a pas ni parti père ni Etat guide.

c) Les tâches du parti.

Les tâches du parti correspondent aux différentes contradictions que nous avons énumérées.

Contradiction entre la classe ouvrière et la bourgeoisie dans les pays capitalistes.

Notre tâche est d'unir la classe ouvrière, dans chaque pays et entre les différents pays, dans la lutte contre l'ennemi commun. C'est dans cette perspective que doivent être posés :

— **Le problème des travailleurs immigrés** : dans chaque pays, la classe ouvrière comprend désormais deux éléments, l'un national, l'autre immigré. Leur unification ne peut être réalisée que dans la convergence de leurs luttes, et non par des tentatives d'assimilation ou de paternalisme. Cette convergence suppose à son tour la reconnaissance d'une entière autonomie aux mouvements révolutionnaires des travailleurs immigrés : c'est à cette condition qu'ils pourront mener effectivement la lutte contre la bourgeoisie française qui est actuellement leur premier exploitateur.

— **Le problème de la coordination des luttes à l'échelle européenne**. Il est clair aujourd'hui que l'espace économique du capitalisme européen est unifié, du fait d'une part de l'existence des firmes multinationales et d'autre part du Marché Commun. Mais, cette unification n'entraîne pas l'affaiblissement des Etats nationaux, dont une des missions principales est dé-

sormais de maintenir et de renforcer les divisions entre les classes ouvrières des différents pays. Dès lors, le grand capital peut adopter une stratégie différenciée sur plusieurs pays (transferts des investissements d'un pays à un autre en fonction de l'intensité des luttes).

Ce problème ne peut recevoir aucune solution au niveau des institutions existantes : Europe politique supra-nationale ou Europe des patries ne sont que deux façons différentes d'organiser l'Europe capitaliste, alors que notre problème est et reste celui de la conquête du pouvoir dès aujourd'hui dans chaque Etat. Notre réponse, c'est donc la coordination des luttes, qui ne saurait être confiée aux seuls Etats majors syndicaux, et qui implique l'organisation de contacts à la base entre les travailleurs engagés dans l'action.

Nous devons donc agir sur les points suivants : solidarité effective, politique et matérielle, aux combats menés par les travailleurs des autres pays contre leur propre bourgeoisie ; lutte contre l'appui donné par le gouvernement français aux régimes fascistes (Grèce, Espagne, etc.) ; soutien au combat des peuples irlandais et basques, etc.

Contradiction entre la classe ouvrière et la classe dirigeante dans les pays du bloc soviétique.

Nous avons également à populariser et à soutenir la lutte des travailleurs des pays du bloc soviétique contre la classe qui les opprime et les exploite et contre la domination soviétique.

Contradiction entre les pays socialistes et les pays impérialistes.

Notre tâche est ici d'assurer le soutien et la défense politique et matérielle des pays socialistes contre les agressions dont ils sont victimes. Ceci concerne aujourd'hui principalement le Vietnam, mais peut concerner demain d'autres pays. Nous devons également populariser les progrès accomplis dans ces pays sur la voie de la construction du communisme et prendre appui sur ces progrès pour expliquer et justifier nos propres thèses.

Contradictions entre les peuples opprimés et l'impérialisme.

Dans ce domaine notre tâche prioritaire est la lutte contre l'impérialisme de notre propre bourgeoisie sous ces différentes formes :

- lutte pour le droit à l'indépendance des TOM DOM et soutien aux mots d'ordres et formes d'organisation que se donnent leurs peuples ;

- lutte contre le néo-colonialisme français et contre la prétendue coopération, qui ne sert qu'à renforcer l'asservissement des peuples des anciennes colonies françaises ;
- lutte contre les interventions militaires françaises au Tchad, à Madagascar, en Côte d'Ivoire, etc. ;
- lutte contre les ventes d'armes, la politique pétrolière, etc., tournée non seulement contre le gouvernement, mais aussi contre les entreprises intéressées.

Par ailleurs, nous devons soutenir plus vigoureusement le combat des peuples d'Indochine, en nous donnant des moyens d'intervention autonomes, afin que notre soutien ne se confonde pas avec le soutien formel du P.C.F. ou le soutien rempli d'arrière-pensées de la Ligue Communiste. Nous devons également renforcer notre appui à la révolution palestinienne, en faisant notre autocritique sur l'isolement dans lequel nous l'avons laissée depuis plusieurs mois.

Contradictions intérieures au camp de l'impérialisme.

Le problème principal posé est celui du **marché commun** au sujet duquel il faut être clair : nous devons favoriser tout ce qui contribue à désagréger le camp de la bourgeoisie, et lutter contre tout ce qui contribue à son unification. Or, le Marché Commun n'est pas une institution neutre, c'est un instrument au service du capital ; il permet de coordonner les bourgeoisies et de diviser les classes ouvrières et les peuples.

Notre rôle est, dans l'immédiat, d'exploiter ses contradictions, et de lutter pour la destruction des institutions du marché qu'il s'est donné.

Notre critique de l'Europe capitaliste ne signifie pas l'acceptation des thèses nationalistes petites bourgeoisies du P.C.F. Ce

qui nous intéresse, ce n'est ni l'indépendance de la bourgeoisie française, ni la fusion des bourgeoisies européennes, c'est l'unité dans la lutte des travailleurs et des révolutionnaires européens.

Contradictions à l'intérieur du camp de la révolution.

Le problème posé ici est plus généralement celui de l'organisation du mouvement révolutionnaire international.

La diversité des conditions et formes de lutte à travers le monde ; la nécessaire indépendance des partis et mouvements révolutionnaires, qui, pour faire la révolution, doivent compter d'abord sur leurs propres forces ; l'inégal développement du mouvement révolutionnaire et les contradictions secondaires qui peuvent parfois opposer les forces qui le composent ; tous ces facteurs excluent aujourd'hui la reconstitution d'une Internationale qui ne serait qu'un état-major coupé des masses et de leurs combats.

Ce qui peut et doit être organisé, ce sont des coordinations, soit sur une base régionale, soit sur la base d'une lutte concrète à entreprendre en commun.

Ces coordinations pourraient se donner l'un ou l'autre des trois objectifs suivants :

- la confrontation et l'échange des expériences ;
- la discussion des contradictions intérieures...
- la discussion des contradictions intérieures au camp de la révolution ;
- la conduite de luttes communes.

D. — Quelle organisation pour la commission internationale ?

La Commission Internationale devra être organisée :

— A partir de la stratégie retenue et de ses points d'application prioritaires : travailleurs immigrés, impérialisme français, coordination des luttes en Europe, lutte anti-impérialiste (Indochine et Palestine, notamment).

— A partir d'une critique très serrée de la pratique de la Commission internationale, en partant notamment du rapport d'activité qu'elle présentera. Il faudra définir les moyens de lier la stratégie internationale avec la pratique militante (débat et campagnes liés aux tâches du Parti, organisation décentralisée de la Commission dans les régions et liaison avec les secteurs entreprises, agricole, jeunes, voyages, etc.).

COMPLEMENT :

Contradictions entre les peuples et les bourgeoisies impérialistes d'Europe occidentale.

— I —

La plupart des pays capitalistes avancés d'Europe Occidentale comportent en leur sein un certain nombre de minorités nationales. Gallois, Ecosais et Irlandais du Nord dans le Royaume Uni ; Galiciens, Catalans et Basques en Espagne ; Valdostains et Sud Tyroliens en Italie ; Basques, Bretons, Catalans, Corses, Occitans et Alsaciens en France. Ces minorités nationales constituent autant d'entités culturelles et linguistiques. Les masses populaires de ces régions ont conscience de leur particularisme de manière plus ou moins diffuse. Les états bourgeois oppriment ces nationalités : ils refusent de leur accorder certains des droits démocratiques élémentaires comme l'enseignement de leurs langues. Face à cette situation d'oppression des mouvements s'organisent. De plus en plus ils tendent à avoir une assise de masse pouvant aller jusqu'à ce qu'ils réclament pour leurs pays une séparation d'avec l'Etat Français pour la forme d'un statut d'autonomie ou même d'indépendance complète.

— II —

Comment expliquer cette résurgence, ce renouveau et cette radicalisation révolutionnaire de mouvements nationaux, en France notamment ?

La situation économique de la plupart des régions de minorités nationales est catastrophique. La loi du développement inégal du capitalisme, le processus de concentra-

tion du marché expliquent la stagnation ou la destruction des forces productives existantes, les expropriations foncières, les implantations militaires, l'exode massif des jeunes en direction des grandes cités industrialisées du Marché Commun Européen. C'est contre un tel état de fait que réagissent la plupart des mouvements qui se sont constitués dans les régions de minorités nationales.

Pourtant, des régions comme le Poitou-Charentes ou l'Anjou connaissent des situations de même type. C'est la persistance d'une identité culturelle et linguistique, la conscience diffuse mais réelle dans les

masses de leur particularisme national qui permet en fin de compte la cristallisation de tels mouvements. La nature politique de ces derniers est parfois ambiguë, car certains d'entre eux rassemblent ou aspirent à rassembler sous la bannière du nationalisme petit bourgeois des couches sociales dont les intérêts sont antagonistes : prolétariat et couches moyennes paupérisées ou en voie de prolétarianisation d'une part, et d'autre part, moyenne bourgeoisie menacée par l'implantation récente et massive du capitalisme monopoliste dans ces régions. Le danger chauvin et nationaliste petit-bourgeois menace donc les mouvements de libération des nationalités opprimées.

— III —

Les grandes lignes de l'action.

Les militants révolutionnaires des régions de minorités nationales doivent faire en sorte que les mouvements d'émancipation des nationalités opprimées s'inscrivent dans le cadre de la lutte anticapitaliste contre la bourgeoisie et son état qui les opprime et les exploite. Ils doivent dénoncer les projets des moyennes bourgeoisies nationales qui ressurgissent dans certaines régions à l'heure actuelle, car ils ne tendent qu'à dévoyer le caractère anticapitaliste que peuvent avoir ces mouvements, notamment par le mot d'ordre de Front National.

Dans les autres régions, les militants révolutionnaires doivent populariser les luttes qui se développent dans les régions de minorités nationales. Le soutien à la lutte contre l'implantation du camp militaire de Lazac s'inscrit dans ce cadre.

Ils doivent, par ailleurs, comme l'a souligné la motion finale de la Rencontre de Narbonne en janvier dernier, reconnaître le droit à l'autodétermination des minorités opprimées en France, y compris le droit à l'indépendance. La propagande en faveur de la reconnaissance de ce droit au sein du prolétariat et des autres couches populaires doit être une de leurs tâches.

● Pour une stratégie mondiale de la révolution

Texte présenté par

Michelle Bayvet (DPN)
Denis Berger (Paris)
Claude Boutet (DPN)
Manuel Bridier (DPN)
Robert Chevallier (Paris)
Yvan Craipeau (DPN)
Maguy Guillien (DPN)
Jacques Kergoat (DPN)
Christian Leucate (DPN)
Robert Parys (DPN)
Pierre Régnier (DPN)
Philippe Simon (DPN)
Jean-Claude Vessillier (Paris)
Jean-Marie Vincent (Paris)

Les contraintes qui nous ont été imposées font que ce texte n'est que le résumé du texte d'orientation que nous avons initialement prévu. D'où son caractère souvent schématique, que nous regrettons.

1. - CRISE DE L'IMPERIALISME ET REVOLUTION PERMANENTE

1.1. - La crise générale du capitalisme.

La période historique actuelle est celle du passage de la société capitaliste à la société socialiste, amorcé par la révolution d'Octobre. Dans sa phase ultime, cette période est caractérisée par l'extension du mode de production capitaliste à l'échelle mondiale, l'unité du marché capitaliste mondial, l'aggravation et la généralisation des contradictions politiques, économiques et sociales engendrées par l'impérialisme.

La contradiction fondamentale est la contradiction antagonique de classe qui résulte de l'extension mondiale du mode de production capitaliste. Les autres contradictions lui sont subordonnées. Il s'agit de contradictions non antagoniques, à l'intérieur d'un système qui n'est pas fondamentalement remis en cause.

Cette constatation entraîne les conclusions stratégiques suivantes :

a - Nous devons rejeter la conception « tiers-mondiste » selon laquelle le capitalisme aurait neutralisé la lutte des classes dans les centres impérialistes et ne pourrait plus être menacé que de l'extérieur.

b - Nous devons rejeter l'erreur symétrique selon laquelle des luttes révolutionnaires victorieuses ne peuvent être menées que dans les centres industriels.

c - Nous devons rejeter toute stratégie fondée sur la surestimation des conflits inter-impérialistes et des oppositions entre Etats. La volonté de constituer un front anti-impérialiste mondial, intégrant les impérialismes secondaires ou les bourgeoisies nationales à la lutte contre l'impérialisme principal américain, n'est que la reproduction à l'échelle internationale de la stratégie anti-monopoliste préconisée par le PC.

d - Notre conception stratégique est au contraire fondée sur la primauté de la lutte des classes. Elle implique l'autonomie des forces révolutionnaires prolétariennes à tous les niveaux et le développement des luttes dans tous les pays, en fonction des conditions propres et en liaison avec les autres forces mondiales. Elle fait passer la ligne principale du conflit à l'intérieur de chacun des Etats et non entre eux. Elle est contradictoire avec les interprétations de la notion de « coexistence pacifique », conçue comme un partage du monde et une contribution des pays dits socialistes au freinage de la révolution mondiale.

1.2. - Les chances de rupture et les perspectives de la transition.

Les chances d'une rupture révolutionnaire ne sont les plus grandes ni dans les pays capitalistes les plus développés, ni dans les zones les plus pauvres du monde, mais dans les pays intermédiaires qui constituent les « maillons les plus faibles » de la chaîne, c'est-à-dire les pays où le développement du capitalisme est suffisant pour engendrer des contradictions sociales déterminantes, mais insuffisant pour qu'il lui soit possible de les neutraliser et de les exporter. Tels sont les pays du « Tiers Monde » les plus profondément touchés par l'extension des rapports capitalistes de production et les pays de l'Europe occidentale où les contradictions internes sont les plus fortes.

Le niveau de conscience et d'organisation du prolétariat, l'expérience historique des mouvements ouvriers nationaux sont aussi un facteur essentiel dans l'appréciation des zones de rupture.

1.3. - Révolution permanente, révolution mondiale.

Ces possibilités de rupture dans les limites nationales donnent à chaque mouvement révolutionnaire la responsabilité de préparer et de faire la révolution dans les conditions spécifiques de son pays.

Il n'en résulte nullement que l'édification du socialisme soit possible dans un seul pays. Elle ne l'est pas plus aujourd'hui qu'hier. La nécessité des relations, même réduites, avec le marché mondial, ne per-

met pas en effet d'éliminer complètement la loi de la valeur. La tension avec les secteurs capitalistes du monde rend en outre impossible un dépérissement rapide de l'Etat. Si la phase initiale de la transition peut donc s'ouvrir dans les limites nationales, son achèvement n'est possible qu'à l'échelle mondiale et suppose que la priorité soit donnée à la stratégie internationale.

Une telle stratégie ne peut être enfin morcelée ni dans le temps ni dans l'espace. L'existence même de l'impérialisme mondial prive les bourgeoisies nationales du moyen de réaliser leurs propres objectifs — les objectifs de la révolution démocratique bourgeoise. Dans ces conditions, l'étape de la démocratie nationale est illusoire et ne saurait constituer un palier pour le développement d'une nouvelle étape socialiste. Seul le prolétariat peut mener à bien la réalisation des objectifs de la révolution démocratique et les dépasser par un processus continu de révolution permanente, en posant les objectifs de la révolution socialiste, dès la première phase. Seule l'action organisée du prolétariat mondial peut assurer le passage de la révolution démocratique à la révolution socialiste, aboutissement nécessaire de la crise actuelle.

L'état actuel des forces productives mondiales comme les nécessités objectives de l'instauration de nouveaux rapports sociaux de production interdisent de penser qu'une expérience de transition puisse se développer en totale autarcie, en rupture complète avec le marché international. Aucune victoire définitive du prolétariat ne peut être acquise par la seule lutte de classe interne à un pays ou à un « bloc » isolé de pays : la révolution socialiste commence sur le terrain national, se développe sur l'arène internationale et s'achève sur l'arène mondiale. « Car le prolétariat ne peut exister qu'à l'échelle universelle de même que le communisme qui en est à l'action ne peut absolument pas se rencontrer autrement qu'en tant qu'existence historique universelle. » (Karl Marx, Idéologie allemande).

2. - LA SOCIÉTÉ DE TRANSITION.

2.1. - Le prolétariat ne peut engager la transition vers le socialisme qu'à une double condition de départ : la prise du pouvoir d'Etat et la destruction des formes bourgeoises de l'appareil d'Etat ; la suppression de la propriété privée des moyens de production, leur appropriation collective, l'introduction de la planification socialiste.

Mais un mode de production socialiste ne s'instaure pas par décret. Des rapports de type capitaliste continuent d'exister à côté de rapports socialistes. L'exercice effectif de l'hégémonie prolétarienne par la dé-

mocratie soviétique de masse peut être menacé ; des rapports d'exploitation peuvent se reproduire à l'intérieur même de la société de transition.

2.2. - La révolution socialiste d'octobre 1917 a instauré une dictature du prolétariat qui s'est révélée capable de bouleverser considérablement le monde contemporain. Depuis 1917, une nouvelle période s'est ouverte dans l'histoire de l'humanité : celle du passage du capitalisme au socialisme. Mais, sous la direction de Staline, le parti en fait s'identifia de plus en plus aux couches privilégiées d'un appareil d'Etat séparé des masses.

La dictature au nom du prolétariat se transforma en dictature sur le prolétariat. Dans cette véritable contre-révolution, faite au nom du socialisme dans un seul pays — la bureaucratie soviétique ne pouvait suivre la voie de retour au capitalisme sans mettre en cause sa propre cohésion. Elle dut nécessairement procéder à une industrialisation étatique qui limitait considérablement le champ d'action des lois du marché.

Pour autant, le développement des antagonismes sociaux en URSS ne se résume pas à l'opposition entre la bureaucratie politique et les masses. Les formes spécifiques de rapport d'exploitation qui tendent à se reproduire en URSS sont porteurs de contradictions de classe d'un type nouveau. Il se dégage ainsi une tendance contraire à la transition socialiste, mais proclamer la restauration du capitalisme — mystérieusement datée de Kroutchev et du 20^e congrès — ne permet aucunement de rendre compte des contradictions actuelles de l'URSS et des démocraties populaires.

Quelle que soit l'évolution du rapport de forces entre bureaucratie et technocratie, l'URSS et les démocraties sont grosses d'une révolution portée par la classe ouvrière et socialiste dans ses perspectives, qui devra s'affirmer contre toutes les tentatives pour revenir au capitalisme.

2.3. - La révolution culturelle chinoise a tenté de redonner sa juste place à l'affirmation idéologique et politique du prolétariat.

Pour ne pas perdre le contact avec les masses, pour conserver au parti sa souplesse d'intervention politique, le groupe maoïste a déclenché un grand mouvement de rectification, mais s'est transformé très rapidement en processus révolutionnaire en fonction de la résistance du secteur le plus conservateur du parti et en fonction de l'irruption des masses sur la scène politique.

Pendant une courte période, on vit même se développer une mise en question radicale de la séparation entre le pouvoir et les masses, séparation s'exprimant par la

mise hors d'atteinte du pouvoir d'Etat et de l'armée. Depuis, le coup d'arrêt de 1967 contre les « gauchistes », le 9^e congrès, l'épuration de Tchen Po-Ta et de Lin Piao ont été autant d'étapes vers une reprise en main bureaucratique, vers une normalisation qui remet les masses en tutelle.

2.4. - En ce qui concerne la politique internationale, la formulation krouchtévienne de la coexistence pacifique n'a fait que poursuivre les données mêmes de la politique stalinienne.

Cette attitude, culminant avec la répression contre les conseils ouvriers hongrois et l'agression contre le peuple tchécoslovaque, a fait de l'URSS une grande puissance contre-révolutionnaire, la principale gardienne du statu quo au niveau mondial.

La politique internationale de la direction chinoise s'est d'abord inspirée du fait qu'elle ne trouvait aucun intérêt au maintien du statu quo mondial. La critique qu'elle a ainsi portée contre la politique soviétique a largement permis de mettre en évidence le caractère réactionnaire de la politique de « coexistence pacifique ». Dès cette époque cependant, la direction chinoise n'évita pas un certain nombre d'erreurs : le soutien à Soekarno et au Nasakom qui aboutit au massacre des communistes indonésiens, comme le soutien sans nuance à la direction attentiste et droitière du Fath. De même, les déclarations révolutionnaires avaient tendance à s'estomper dès qu'entraient en jeu les intérêts nationaux de la Chine. Les exemples, hélas, abondent. Dans le contexte de la visite à Pékin du président Nixon, il est à craindre que pour une longue période, les intérêts nationaux de la Chine ne l'emportent sur le soutien actif aux luttes révolutionnaires dans le monde.

2.5. - L'examen des diverses expériences de transition ne nous donne certes pas un schéma idéal que les révolutionnaires n'auraient ensuite qu'à appliquer minutieusement. Mais les phénomènes de bureaucratization peuvent, par exemple, être combattus à plusieurs niveaux. D'abord, bien sûr, par la lutte contre les privilèges matériels et par l'éligibilité et la révocabilité à tous les niveaux. Ensuite, par une compréhension correcte des rapports entre l'avant-garde et les masses.

Les révolutionnaires doivent multiplier les formes de démocratie ouvrière et d'intervention directe des travailleurs dans l'organisation politique de l'Etat, développer l'autogestion ouvrière et renforcer toutes les organisations de la classe, favoriser l'expansion de la révolution mondiale afin de rompre leur isolement.

3. - LES LUTTES DE LIBERATION NATIONALE.

3.1. - Les peuples en lutte contre la domination impérialiste constituent, avec les pays en transition vers le socialisme et

le prolétariat des pays impérialistes eux-mêmes, l'une des trois faces du mouvement révolutionnaire dans le monde. L'irruption sur la scène de l'après-guerre des luttes anti-impérialistes a renversé le rapport des forces mondial aux dépens du capitalisme, a obligé l'impérialisme à combattre, a empêché aussi la stabilisation qu'institutionnalisait la politique de coexistence pacifique.

Mais les luttes victorieuses de libération nationale ne pouvaient à elles seules abattre l'impérialisme, pas plus qu'elles n'ont durablement handicapé la relative stabilité du capitalisme.

3.2. - Dans le cadre du compromis passé entre les intérêts impérialistes et les bourgeoisies nationales, pour une nouvelle alliance de classes à l'échelle mondiale et pour l'exploitation conjointe des populations, le néo-colonialisme concéda aux pays dominés les formes juridiques de l'indépendance. Derrière cette façade, l'impérialisme consolidait en fait sa domination. A la même époque, on assistait à travers le monde à l'éclosion de toute une série de « révolutions nationales » se réclamant peu ou prou du socialisme. Dans certains cas, ces Etats ont pu préserver quelque temps leur indépendance. Par contre, leur « socialisme » n'a jamais été que verbal. C'est notamment le cas, en Algérie, du gouvernement d'Houari Boumediène. Les révolutionnaires se doivent donc de ne pas laisser subsister de doutes sur leur « socialisme ». Il s'agit bel et bien de régimes capitalistes, qui feront toujours passer au premier plan la lutte contre leur propre prolétariat.

3.3. - Dans la plupart des pays dominés et notamment dans tous les pays d'Amérique latine, seule la lutte armée offre des perspectives sérieuses pour l'action des masses. Grâce à l'expérience de la révolution cubaine, il est clair aujourd'hui que les schémas staliniens et réformistes de « révolution par étapes » et du « passage pacifique au socialisme », y sont inopérants.

Mais il importe de préciser :
— que la lutte armée et le travail de masse doivent se combiner à la campagne comme à la ville ;
— que la lutte armée ne permet pas d'esquiver les tâches de construction d'un parti révolutionnaire.

3.4. - Les luttes de libération nationale ne peuvent être achevées qu'avec la révolution socialiste. C'est en fonction de cette perspective que doivent être posés les problèmes d'alliance dans les mouvements de libération. Des conceptions électriques dans ce domaine, (l'alliance avec les « princes patriotes » par exemple) ont beaucoup nui au développement révolutionnaire dans le passé.

En définitive, seule la direction des organisations qui se réclament du prolétariat, même si celui-ci est numériquement faible,

garantit et la réalisation des tâches démocratiques bourgeoises et la possibilité pour le mouvement de déboucher sur des luttes pour le socialisme.

4. - LA LUTTE MONDIALE CONTRE L'IMPERIALISME ET LE ROLE DETERMINANT DE LA GUERRE DU VIETNAM.

4.1. - La révolution indochinoise ne saurait être considérée comme un conflit local, l'un des divers fronts, parmi d'autres, où les peuples en lutte pour leur libération nationale attaquent l'impérialisme.

La nature des forces qui conduisent la lutte des peuples indochinois, et par suite, les objectifs du mouvement et le type de mobilisation des masses distinguent radicalement la guerre d'Indochine des autres guerres de libération nationale.

De ce facteur politique, découle l'importance de l'issue de la révolution indochinoise pour le cours des luttes contre l'impérialisme sur les autres fronts.

4.2. - Contre ceux qui estiment inutiles les activités de soutien — puisque la « guerre du peuple est invincible » —, tout faire pour assurer la victoire de la révolution vietnamienne reste donc le premier devoir des révolutionnaires.

Car s'il est juste d'affirmer qu'au plan de la période historique, l'impérialisme sera défait, il est par contre erroné d'affirmer qu'une lutte se situant dans un cadre national est nécessairement victorieuse : il est certes souhaitable de « compter sur ses propres forces », mais les forces de chacun dépendent aussi du rapport des forces global.

4.3. - L'impérialisme secondaire français doit être directement combattu en tant qu'agent de l'impérialisme mondial, allié tant à la fois dépendant et concurrent de l'impérialisme principal américain. Lutter en permanence contre l'impérialisme français sous toutes ses formes constitue une tâche décisive. Les révolutionnaires doivent :

- soutenir le droit à l'indépendance des peuples des DOM - TOM, appuyer concrètement leurs luttes en respectant la pleine responsabilité des organisations révolutionnaires pour la définition des objectifs immédiats et transitoires ;
- dans les anciennes colonies d'Afrique, et dans les autres pays où il tente de s'implanter, dénoncer et combattre l'impérialisme français sous toutes ses formes (accords néo-coloniaux, fournitures d'armes, soutien aux régimes racistes et colonialistes, etc.) en liaison avec toutes les forces anti-impérialistes des pays dominés ;
- favoriser, sans assimilationnisme ni paternalisme révolutionnaire, l'insertion du prolétariat immigré dans les luttes de classes menées en France, afin que l'agitation anti-impérialiste dans l'immigration se fasse sur une base de classe ;
- appuyer les organisations de masse des travailleurs immigrés et soutenir les courants révolutionnaires nationaux existants ou en formation.

5. - L'EUROPE BOURGEOISE ET LES LUTTES OUVRIERES.

5.1. - L'Europe constitue l'un des points faibles de la chaîne capitaliste, l'un de ceux où les possibilités de rupture sont les plus grandes.

Les institutions européennes — et en particulier le Marché Commun — sont un instrument de la rationalisation rendue nécessaire, pour le capitalisme, par l'aggravation des conflits inter-impérialistes et le développement des firmes transnationales. Ces institutions sont elles-mêmes l'un des enjeux de la lutte des fractions au sein de la classe dirigeante.

Le mouvement ouvrier n'a pas à choisir entre les diverses modalités envisagées par la bourgeoisie pour assurer la poursuite de son exploitation. Il ne saura ni combattre les institutions européennes en tant que telles au nom des intérêts de la bourgeoisie « nationale », ni s'allier au capitalisme « européen » sous le prétexte fallacieux qu'une Europe intégrée constituerait un cadre plus favorable à la transition vers le socialisme.

5.2. - Il apparaît au contraire qu'une telle intégration renforcerait le capitalisme européen, en permettant une intervention plus

efficace de ses institutions (y compris les institutions militaires). La stratégie du mouvement ouvrier doit donc être égardée sur l'exploitation des conflits engendrés par la tentative de rationalisation capitaliste du Marché Commun, à la fois au sein de la Communauté européenne et à l'extérieur (luttes de classes contre les conséquences du Marché Commun dans les pays qui en sont membres ; réactions populaires contre l'intégration au MCE en Grande-Bretagne, en Irlande et dans les pays scandinaves).

5.3. - Le développement d'une telle stratégie exige une coopération plus étroite des luttes en Europe. Il faut à cet égard poursuivre et systématiser les expériences de rencontres et d'actions communes au sein des firmes transnationales dans les divers pays européens. Il faut étendre dans ce domaine la signification et les limites des organisations de masse, notamment des syndicats et envisager les formes d'action et d'organisation nécessaires pour y exercer une influence efficace.

En aucun cas, les actions entreprises ne devront revêtir le caractère d'une bataille institutionnelle à l'intérieur des mécanismes du MCE, mais celui d'une contestation et d'une remise en cause de ces mécanismes eux-mêmes.

6. - L'INTERNATIONALE

6.1. - Il importe que le mouvement révolutionnaire fasse de la définition d'une stratégie révolutionnaire mondiale un de ses objectifs essentiels, en fonction duquel seront précisés et élaborés les aspects nationaux de sa politique. L'élaboration d'une telle stratégie est étroitement liée à l'existence d'une organisation révolutionnaire internationale capable de :

- faire l'analyse de la situation mondiale à partir d'une confrontation entre les militants engagés dans les luttes des différents secteurs de la révolution ;
- déterminer les batailles principales à mener ;
- assurer, en fonction de ces prises de position, la mobilisation et la coordination des luttes à l'échelle mondiale.

Il s'agit donc d'un objectif central pour toute la période historique à venir.

6.2. - Il faut se garder de concevoir la lutte pour une internationale révolutionnaire sous la forme d'un processus de croissance simple à partir d'un moyen politiquement homogène. Il serait tout aussi vain d'attendre la cristallisation d'un mouvement révolutionnaire organisé de l'apparition d'un Etat révolutionnaire pilote, jouant un rôle identique à celui de l'Union Soviétique après la révolution d'octobre.

Notre tâche consiste à envisager les diverses étapes de construction d'une nouvelle internationale révolutionnaire qui ne pourra revêtir de caractère centralisé qu'au terme d'une série d'expériences transitoires. Brûler ces étapes reviendrait à constituer un état-major international avec lequel les luttes dans les divers pays n'auraient d'autre rapport que bureaucratique. Il nous faut, en particulier, tenir compte de l'extrême diversité d'origine et de formation des divers secteurs du mouvement révolutionnaire mondial, aussi bien que de la très grande méfiance allant parfois jusqu'à un repli sur des perspectives purement nationales qu'a engendrées l'hyper-centralisme bureaucratique de la période stalinienne.

6.3. - C'est pourquoi le PSU doit se fixer pour tâche au cours de la prochaine période :

— l'unité d'action des organisations révolutionnaires partageant les perspectives et la méthode qui sont nôtres. Cette unité d'action doit s'effectuer prioritairement dans les secteurs où une communauté de situation implique des tâches communes : pays capitalistes avancés d'Europe occidentale, pays soumis à la domination d'un même impérialisme (par ex., avec les pays opprimés par l'impérialisme français, des DOM au Tchad). Elle se manifestera également pour l'organisation de la lutte en faveur des secteurs clés de la lutte révolutionnaire mondiale (Vietnam) ;

— la liaison permanente, par le biais d'un débat sur les perspectives internationales et le programme, avec toutes les organisations et les mouvements en lutte qui, dans le monde entier, se réclament du marxisme révolutionnaire.

tribune
PSU **socialiste**

Directeur politique :
Christian Guerche

Directeur adjoint :
Gérard Féran

Comité politique :
Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Robert Michel - Jean-Claude Vaillant.

Comité de rédaction :
Jean-Louis Auduc - François Brousse - Gilbert Chantaire - Françoise Claire - Robert Destoot - Jacques Ferlus - François Gyr - Bernard Levy - Alain Moutot - Dominique Nories - Lucien Saintonge - Jean Verger.

Secrétaire de la rédaction :
Philippe Guyot

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction
Administration :
9, rue Borromée
PARIS (15^e)

566-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

S.A. Imprimerie Editions Morlamé,
61, rue du Fg-Polissonnère, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 15.000 exemplaires